



Point E, Boulevard de l'Est Angle Rue de Kaolack BP 11 616 Dakar Tél : 221 33 825 13 16 / 221 33 825 62 59 E mail bsc@arc.sn

REPUBLIQUE DU SENEGAL

AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS (ARMP)

AGENCE DE DEVELOPPEMENT MUNICIPAL (ADM)

REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE DE LA PASSATION DES MARCHES AU TITRE DE LA GESTION 2013

RAPPORT FINAL

(juillet 2015)



Dakar, le 31 juillet 2015

**Monsieur le Directeur Général de l'Autorité de
Régulation des Marchés Publics (ARMP)
Rue Alpha Hachamiyou Tall Angle Kléber
Dakar**

Monsieur le Directeur Général,

Conformément à la mission que vous nous avez confiée, nous avons procédé à la vérification des processus de passation, d'exécution, de suivi administratif, financier et technique des marchés conclus par l'Agence de Développement Municipal (ADM) pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2013.

Il s'agit, dans le cadre de cette mission, de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par les décrets 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics afin d'exprimer une opinion motivée sur l'adéquation des procédures de passation des marchés et de gestion des contrats conclus par l'Agence de Développement Municipal (ADM) avec les dispositions dudit code.

Notre examen effectué conformément aux normes d'audit généralement admises sur le plan international (normes IIA) a comporté les sondages et autres procédés de vérification que nous avons jugés nécessaires en la circonstance.

Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que :

- les marchés attribués au cours de la période sous revue ont été passés de manière transparente et régulière conformément aux dispositions du Code des Marchés Publics et que la mise en œuvre de ces procédures ne comporte pas d'anomalies significatives ;
- l'exécution financière est effectuée conformément aux dispositions contractuelles et à la réglementation en vigueur ;
- les procédures de contrôle de la matérialité des transactions et de suivi de leur exécution physique sont adéquates et permettent de s'assurer de la réalisation des marchés conformément aux prescriptions techniques et aux normes prévues.

Ces travaux appellent de notre part les exceptions ci – après :

1. Réserves

- a) l'examen de la procédure d'Appel d'Offres Ouvert N° 01/13/PRECOL/ADM portant sélection d'un prestataire pour **la fourniture de matériel informatique en appui aux Directions Centrales Phase II attribuée à TOURE EQUIPEMENT** pour un montant total de **117 912 636 F CFA TTC** a permis de constater que sa mise en œuvre s'est déroulée sur une période anormalement longue. Un délai de 76 jours a été observé entre la date limite de dépôt des offres (27 mars 2013) et la date d'établissement du rapport d'évaluation desdites offres (12 juin 2013), en violation des dispositions de l'article 70 du CMP ; il y'a lieu de veiller à la célérité de la mise en œuvre des différentes étapes de la passation des marchés.
- b) **le contrôle de l'exécution du contrat relatif à l'élaboration du plan de communication et à la vulgarisation du plan directeur de drainage de l'avant-projet détaillé (APD à Phase I)**, a permis de constater qu'il accuse un retard de quatorze (14) mois par rapport au délai contractuel. Le dossier de marché ne comprend aucun élément de relance ou de mise en demeure, ni un décompte des pénalités. La mise en place d'un dispositif de suivi de l'exécution des marchés, est un impératif d'efficacité en ce qu'elle permet de situer les responsabilités du retard et donne des éléments d'appréciation des mesures prises par l'Autorité Contractante, pour la réalisation de la mission, en conformité avec les engagements contractuels.
- c) l'examen de **la procédure de DRP portant sélection d'un prestataire pour la réalisation des travaux d'impression des plans d'adressage** attribuée à **La Rochette**, pour un montant de **3 411 000 F CFA HTVA**, a permis de noter les non-conformités ci-après :
- l'offre du soumissionnaire POLYKROME a été rejetée à l'évaluation au motif que le soumissionnaire a proposé un délai de soixante (60) jours en lieu et place du délai de quarante-cinq (45) jours exigé par le cahier des charges. Le dossier de marché mis à notre disposition comprend deux cahiers des charges avec deux délais différents (45 jours et 60 jours) ; par conséquent, il y'a lieu de s'interroger sur les raisons de cette divergence qui pourrait être du fait de l'Autorité Contractante qui aurait, par inadvertance, transmis au soumissionnaire POLYKROME le Dossier d'Appel à la Concurrence, mentionnant un délai d'exécution de 60 jours, auquel cas l'élimination de ce soumissionnaire ne serait pas fondée et pourrait entraîner l'annulation de la procédure, en cas de recours du candidat lésé ou de toute autre personne intéressée, au bon déroulement de la procédure. L'autorité contractante doit veiller à la cohérence des informations mentionnées

dans les documents de passation des marchés et à une bonne préparation des marchés.

d) l'examen de la procédure de DRP relative à la sélection d'un prestataire pour **la fourniture de matériels informatiques et de logiciels pour les ARD**, attribuée à **ABM TECHNOLOGIES**, pour un montant de **10 770 700 F CFA TTC** a permis de noter les non-conformités ci-après :

- l'offre de NOVOSEN a été rejetée aux motifs que d'une part, elle n'est pas conforme aux spécifications techniques du cahier des charges, raison tout à fait justifiée et que d'autre part, elle ne respecte pas les délais spécifiés dans le DAC. L'examen du dossier de marché nous a permis de noter que l'offre de l'attributaire ABM TECHNOLOGIES, n'a pas non plus respecté le délai de livraison spécifié dans ledit cahier des charges (60 jours proposés, en lieu et place des 30 jours requis) et cette divergence n'a pas pour autant, conduit la Commission des Marchés à rejeter l'offre de ce soumissionnaire. Cette différence d'appréciation constitue une rupture du principe d'égalité de traitement des candidats.
- nous avons constaté un délai anormalement long de vingt-sept (27) jours entre la date d'ouverture des plis et la date d'évaluation des offres, ce qui n'est pas conforme au délai réglementaire, prescrit par l'article 70 du CMP qui précise que la commission d'évaluation doit proposer l'attribution du marché ... dans un délai maximum de quinze (15) jours, à compter de la séance d'ouverture des plis, sauf prorogation, d'un maximum de dix (10) jours, après avis de la DCMP.
- l'autorité contractante ne s'est pas conformée aux dispositions de l'article 78-3-b) du CMP qui lui fait obligation de communiquer à la DCMP dès l'attribution du marché, les informations requises pour la publication d'un avis d'attribution, dans le portail des marchés publics.

e) l'examen de la procédure d'Entente Directe N° 003685/MEF/DCMP/49 portant sélection d'un consultant **chargé des études techniques (APS, APD, DAO) de la Phase 2 du Projet de Gestion des eaux pluviales**, attribuée au **Cabinet MERLIN**, pour un montant de **703 583 121 F CFA TTC**, a permis de noter que les documents classés au dossier et relatifs aux paiements, ne traduisent pas les modalités de règlement définies à la clause 6.4 (a) du contrat. En effet, les factures ne font pas référence aux rapports produits, de manière à mieux suivre la réalité du respect de ladite clause qui fixe le pourcentage de règlement à appliquer au montant du contrat, en fonction de la production de chacun des rapports attendus (Rapport de synthèse des travaux préparatoires, rapport complet APS, ...etc.).

2. Limitations à l'étendue de nos travaux et autres domaines d'incertitudes subsistants à l'issue de nos travaux

- les avis d'attribution définitive ne sont pas systématiquement classés dans les dossiers de marché. Il s'agit d'une exigence de l'article 85 du CMP, auquel il convient de se conformer.
- l'Autorité Contractante ne s'est pas assurée que les titulaires des marchés ont accompli la formalité de l'enregistrement avant la mise en règlement des factures. Il y'a lieu de veiller au respect, par les titulaires des marchés, des dispositions de l'article 464-9 du CGI et au respect de l'article 149 du CMP.

Au regard des points évoqués aux paragraphes 1 et 2 ci – avant, notre avis est que les performances de l'Agence de Développement Municipal en matière de passation de passation et d'exécution des marchés sont satisfaisantes.

Ibra Guèye
Associé

SOMMAIRE

	Pages
	7
1	8
1.1	9
1.2	10
2.	14
3.	16
3.1	17
3.1.1	17
3.1.2	17
3.1.3	18
3.1.4	18
3.1.5	18
3.1.5.1	18
3.1.5.2	18
3.1.6	18
3.2	19
3.2.1	19
3.2.2	21
3.2.3	22
3.2.3.1	22
3.2.3.2	25
3.2.4	28
3.2.5	40
3.2.6	52
3.3	63
3.4	64
3.4.1	64
3.4.2	64
3.4.3	64
4.	65
5.	71
6.	74
7.	79
7.1	80
7.2	82

Liste des abréviations et sigles

ADM	Agence de Développement Municipal
AOO	Appel d'Offres Ouvert
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
BTP	Bâtiments et Travaux Publics
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés publics
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAF	Direction Administrative et Financière
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DP	Demande de Propositions
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HT	Hors Taxes
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
PM	Premier Ministre
PPM	Plan de Passation des Marchés
PV	Procès-Verbal
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

SECTION 1
CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION

1. CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION

1.1 CONTEXTE DE L'INTERVENTION

Depuis 2007, le Gouvernement de la République du Sénégal s'est inscrit dans un processus de réforme de son Système National de Passation des Marchés Publics. Les objectifs poursuivis à travers cette réforme visent à promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance dans un État de droit. L'ambition de cette réforme est d'aligner le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en matière de passation, d'exécution, de suivi et de contrôle des marchés publics et des délégations de service public. Dans cette perspective, le Sénégal a procédé à la transposition dans sa réglementation nationale de la Directive N°4/2005/CM/UEMOA portant procédures de passation, d'exécution et de règlement ces marchés publics et des délégations de service public et de la Directive N° 5/2005/CM/UEMOA portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine. Ces deux Directives visent l'harmonisation des systèmes de passation des marchés publics des États membres de l'Union.

Cette réforme des marchés publics consacre désormais la régulation, institue le recours suspensif des soumissionnaires au stade de passation de marchés, rationalise le contrôle à priori, responsabilise davantage les ministères et organismes dépensiers et systématise le contrôle a posteriori.

Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'autorité administrative indépendante, distincte du service administratif chargé du contrôle a priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP).

Les missions de l'ARMP, autorité administrative indépendante dotée de l'autonomie financière, lui permettent d'intervenir sur l'ensemble du secteur, tant à travers des missions d'assistance dans l'élaboration des politiques ou de la conception d'outils de passation (documents et formulaires standards), qu'en matière de formation ou de développement du cadre professionnel en plus des fonctions mêmes qui constituent le cœur de la régulation, l'audit et le règlement des conflits. Par ailleurs, l'ARMP est tenue de faire réaliser, à la fin de chaque gestion budgétaire, un audit indépendant en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions. Tel est le cadre dans lequel s'inscrit la présente mission de revue indépendante de la conformité des procédures de passation des marchés publics au titre de la gestion 2013.

1.2. OBJECTIFS DE LA MISSION

1.2.1 Objectifs Généraux

Comme indiqué dans les termes de référence, la mission a pour objectif principal, au sein des autorités contractantes, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1^{er} Janvier et le 31 Décembre 2013, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés. Il s'agit principalement de dégager un jugement sur l'adéquation des procédures de passation de marchés suivies et les modalités de la gestion des contrats, en relation avec les dispositions du CMP pour les dépenses de ces autorités contractantes avec pour objectifs:

- l'amélioration de la transparence et de l'équité dans l'attribution des marchés publics ;
- la réduction du coût de la dépense publique et l'accroissement de son efficacité ;
- le renforcement de la bonne gouvernance ;
- la lutte contre la corruption.

1.2.2 Objectifs Spécifiques

Il s'agit dans le cadre de cette mission :

- d'exprimer une opinion indépendante sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnées ; cette opinion sera formulée individuellement pour chaque autorité contractante ;
- de vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence, édictés par le Code des Marchés Publics ;
- de fournir une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- d'identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non-respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non-respect des éléments constitutifs des cahiers de charges, de non-respect des seuils fixés pour les avenants, de non-respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, le consultant a apporté un jugement sur l'acceptabilité de telles situations en regard des dispositions du CMP ;
- de procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, nous avons examiné le degré d'application par l'autorité contractante, des décisions y relatives et nous avons apprécié la pertinence desdites décisions ;

- d'examiner et d'apprécier la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue par cette direction ;
- de dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution et de donner une appréciation sur l'adéquation du niveau d'exécution physique avec le niveau de décaissement ;
- d'examiner et d'évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : nous avons passé en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et avons déduit en fin de revue d'une part, les pourcentages en valeur et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en valeur et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; nous avons évalué aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe ;
- d'examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation des marchés et des différents contrôles internes ;
- de formuler des recommandations pertinentes pour l'amélioration des systèmes et procédures et pour le respect des dispositions légales et réglementaires qui régissent la passation des marchés publics.

Conformément aux termes de références, nous nous sommes appuyés autant que de besoin sur un expert de l'ARMP pour la facilitation de nos interventions au niveau des autorités contractantes et de la constitution de la documentation nécessaire à la mise en œuvre efficace de nos travaux.

1.2.3 Etendue des travaux effectués

Nos travaux ont porté principalement sur la vérification, au sein des autorités contractantes de l'application des dispositions du CMP dans le cadre de la passation des marchés passés en 2013, la formulation de recommandations tant au niveau organisationnel qu'au niveau de la mise en œuvre de la passation et de l'exécution des marchés quelles qu'en soient les sources de financement.

A cet effet, nous avons procédé, comme indiqué dans les termes de références à la sélection d'un échantillon représentatif en type de contrat, taille et mode de passation des marchés. L'échantillon a couvert conformément aux termes de référence :

- au moins 15% des marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP (non compris les marchés par entente directe),

- au moins 25% des marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation des marchés (non compris les marchés par entente directe),
- au moins 25% des demandes de renseignements et de prix et,
- 100% des marchés passés par entente directe.

Pour chaque catégorie de marchés dont la population est inférieure à 10, le contrôle a été exhaustif.

Pour chacune des 2 premières catégories de marchés ci-dessus, nous nous sommes assurés que la distribution est adéquate en prenant compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux) ;

- à la vérification de la procédure de passation des marchés sur cet échantillon (publicité préalable, dossier de consultation, validité de la méthode de passation choisie, couverture budgétaire, rapports d'évaluation des offres, traitement des plaintes, délais de passation, délais de publication des attributions, contenu des contrats signés avec les titulaires des marchés, délais des paiements, respect des délais d'exécution, respect des procédures de réception, etc.) ; à chaque fois que cela est applicable, examiner la conformité des avis de la DCMP avec la réglementation ;
- à l'examen et à l'analyse du respect de certaines dispositions particulièrement importantes du CMP telles que, l'inscription préalable des marchés dans les plans et avis généraux de passation des marchés, l'attribution aux moins disants qualifiés, le non fractionnement de marchés, les conditions préalables de mise en concurrence, les réponses aux demandes d'éclaircissements demandées par les candidats, l'approbation des marchés par les autorités compétentes, les éléments constitutifs des cahiers des charges, les seuils des avenants, le respect des délais d'exécution, les cas de résiliation, etc. ;
- à l'élaboration des statistiques sur les marchés ; nous avons procédé, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants, DRP) ;
- à l'examen de la qualité, la transparence et l'efficacité des opérations de passation des marchés de l'autorité contractante, de même son organisation institutionnelle pour la gestion des marchés (hommes, procédures, système de suivi et de contrôle) ;
- à la vérification de l'enregistrement des contrats à la charge des titulaires, de la production des garanties de restitution d'avances et des garanties de bonne exécution, la tenue des registres de marchés côtés paraphés ;
- à la formulation des recommandations pour une meilleure application du CMP ;
- à l'animation de séances de formation de 2 jours sur les pratiques d'audit en matière de passation de marchés au bénéfice d'environ 5 experts de l'ARMP et 5 experts de la Direction Centrale des Marchés Publics – DCMP). Les sessions de formation seront organisées au siège des dites institutions.

Nous avons procédé, comme indiqué dans les termes de référence, à un deuxième échantillonnage de marchés qui ont été soumis à une vérification physique approfondie. Ce contrôle physique doit porter sur 25% des marchés en cours d'exécution ou déjà exécutés par l'autorité contractante pour l'exercice concerné par l'audit, en excluant les contrats non éligibles au contrôle physique, auxquels s'ajouteront tous les marchés ayant fait l'objet de litiges et ceux passés par entente directe.

Le contrôle physique a porté pour chaque marché sélectionné, sur les aspects suivants :

- contrôle de la matérialité des dépenses effectuées ;
- diagnostic sur l'état des ouvrages, équipements, fournitures, ou rapports (pour les prestations intellectuelles) par référence à leur prix, à leur description dans le marché et à leur état actuel, compte tenu de leur âge et leurs conditions d'utilisation ;
- conformité de la réception de la livraison ou de l'achèvement des travaux, biens ou services avec les spécifications du marché et normes techniques ;
- justification technique et financière des avenants et ordres de services signés.

Plus précisément pour les marchés de travaux, les expertises ont porté sur :

- la conformité physique des travaux avec les procès-verbaux de réception provisoire et définitive ;
- la qualité, la véracité et la sincérité des documents de Contrôle par rapport aux constatations physiques pouvant être faites sur site ;
- l'état de fonctionnement des ouvrages ;
- les prix unitaires pratiqués pour les principales rubriques par rapport à ceux du marché ;
- la cohérence des quantités ;
- la mise à jour des malfaçons ;
- les dangers éventuels pouvant découler de certains ouvrages ;
- etc.

SECTION 2
ENVIRONNEMENT DES MARCHES PUBLICS

SECTION 2

ENVIRONNEMENT DES MARCHES PUBLICS

La réforme des systèmes nationaux de passation des marchés publics des pays membres de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) s'est traduite au plan institutionnel, par la création de deux structures chargées respectivement :

- d'une part, du **contrôle a priori du processus de passation des marchés**. Au Sénégal, cette structure administrative rattachée au Ministère de l'Économie et des Finances porte la dénomination de Direction Centrale des Marchés Publics qui a été créée par le décret 2007-547 du 25 avril 2007.
- d'autre part, de **la régulation et du contrôle a posteriori**. Cette structure administrative indépendante porte la dénomination d'Autorité de Régulation des Marchés Publics. L'ARMP avait été créée par l'article 30 de la loi n° 2006-16 du 30 juin 2006 qui lui assigne pour mission de veiller sur le système de passation des marchés publics, des conventions de Délégation de Services Publics et contrats de partenariats. A ce titre, l'article 2 du décret 2007-546 du 25 avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP lui donne la prérogative d'évaluer les performances de l'ensemble des acteurs du système national des marchés publics.
- l'institution au niveau de chaque **autorité contractante** de deux structures administratives que sont la **Commission des Marchés** chargée de l'ouverture des plis, de l'évaluation des offres et de l'attribution provisoire des marchés dont le nombre et les conditions de désignation des représentants de l'Autorité Contractante, de la tutelle et/ou du contrôle financier de la Présidence de la République sont fixées par Arrêté n° 12 786 du 26 décembre 2012 du Ministre de l'Économie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 36.1 du Code des Marchés Publics, et d'une Cellule de Passation des Marchés chargée de veiller sur la qualité des dossiers de passation des marchés ainsi qu'au bon fonctionnement de la Commission des Marchés et dont la composition et les prérogatives sont fixées par l'arrêté n° 12 783 du 26 décembre 2012 du Ministre de l'Économie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 35 du Code des Marchés Publics.

SECTION 3
SYNTHESE DE LA REVUE

3. SYNTHÈSE DE LA REVUE

3.1. Constats relatifs au dispositif institutionnel, à l'organisation et à l'environnement de la passation des marchés

3.1.1 Présentation de l'ADM

L'Agence de Développement Municipal (ADM) est une Association à but non lucratif régie par les lois et règlements en vigueur au Sénégal, notamment la loi 68 – 08 du 26 mars 1968 portant code des obligations civiles et commerciales du Sénégal.

A ce titre, elle est classée dans la catégorie des Agences ou organisme dotée de la personnalité morale au titre de l'article 2 du Code des marchés publics.

Elle s'est vue confier en 2006, par le Gouvernement du Sénégal, l'exécution du Programme de Renforcement et d'Équipement des Collectivités Locales (PRECOL) financé conjointement par la Banque Mondiale, l'Agence Française de Développement, l'État et les Communes du Sénégal.

Plus récemment, dans le cadre de la préparation du Programme de Gestion des Eaux Pluviales et d'Adaptation au Changement Climatique (PROGEP) pour lutter de façon durable contre les inondations dans la région de Dakar, l'ADM s'est vu confier par le Gouvernement du Sénégal l'exécution dudit programme. Les négociations entre le Gouvernement et l'IDA pour la mise en place de ce Programme ont eu lieu du 13 au 15 février 2012. Les accords de crédits ont été signés le 24 août 2012 entre la Représentante Résidente de la Banque Mondiale et le Ministre de l'Économie et des Finances.

3.1.2 Commission des marchés

La Commission des Marchés (CM) de l'ADM, compétente pour les opérations de passation des marchés, a été instituée par décision N° 00056 du 09 janvier 2013 portant nomination des membres titulaires de la CM et leurs suppléants comme stipulé dans l'arrêté N° 12 786 du 26 décembre 2012 du MEF pris en application des dispositions de l'article 36-1 du décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant CMP et relatif aux Commissions des Marchés.

Suite à la lettre N° 001738/MATCL/DAGE/DAF en date du 10 septembre 2013, le Ministère de l'Aménagement du Territoire et des Collectivités Locales (MATCL) a demandé le remplacement de Messieurs Ibrahima Ismael Ndiaye et Mbagnick Diouf affectés à d'autres postes par Messieurs Faly Seck Titulaire et Baba Bitèye Suppléant. Une troisième modification est intervenue le 13 novembre 2013 à travers la Décision N° 003534 du 30 octobre 2013 portant sur la nomination par le Contrôleur Financier de Messieurs Assane Yade Titulaire et Ousseynou Fall en remplacement de Papa Momar Sall, désigné suppléant dans la Décision de l'ADM N° 003404 du 30 octobre 2013 modifiant celle N° 000056 du 09 janvier 2013.

3.1.3 Cellule de Passation des Marchés

La Cellule de Passation des Marchés a été instituée par Décision N° 729 du 12 mars 2013 en application de l'arrêté N° 12 783 du 26 décembre 2012 du MEF pris en application des dispositions de l'article 35 du décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant CMP. Cette décision a été modifiée et remplacée par la décision N° 003405 du 30 octobre 2013 portant nomination responsable de la CPM de l'ADM pour 2013.

3.1.4 Production des rapports trimestriels et du rapport annuel

La Cellule de Passation des Marchés a élaboré le rapport annuel de 2013 en application de l'article 143 du CMP qui lui impose de déposer annuellement auprès de l'autorité dont elle relève et de l'ARMP, un rapport sur l'ensemble des marchés publics passés l'année précédente, avec les entreprises défaillantes, la nature des manquements constatés et un compte rendu détaillé des marchés passés par entente directe.

Les rapports trimestriels ont été établis par l'ADM conformément au modèle prescrit par l'ARMP.

3.1.5 Documents de programmation de la présentation des marchés

3.1.5.1 Plan de Passation des Marchés

Le Plan de Passation des Marchés a été établi et transmis à la DCMP pour publication conformément aux dispositions de l'article 6 du CMP.

3.1.5.2 Avis Général de Passation des Marchés

L'AGPM a été publié sur le portail des marchés publics du Sénégal et dans le quotidien Le Soleil du 30 janvier 2014. L'Autorité Contractante s'est acquittée de son obligation d'information des soumissionnaires potentiels dans les délais requis puisqu'il est fait obligation à chaque AC de publier un AGPM au plus tard le 31 janvier de l'année en cours.

3.1.6 Archivage des dossiers

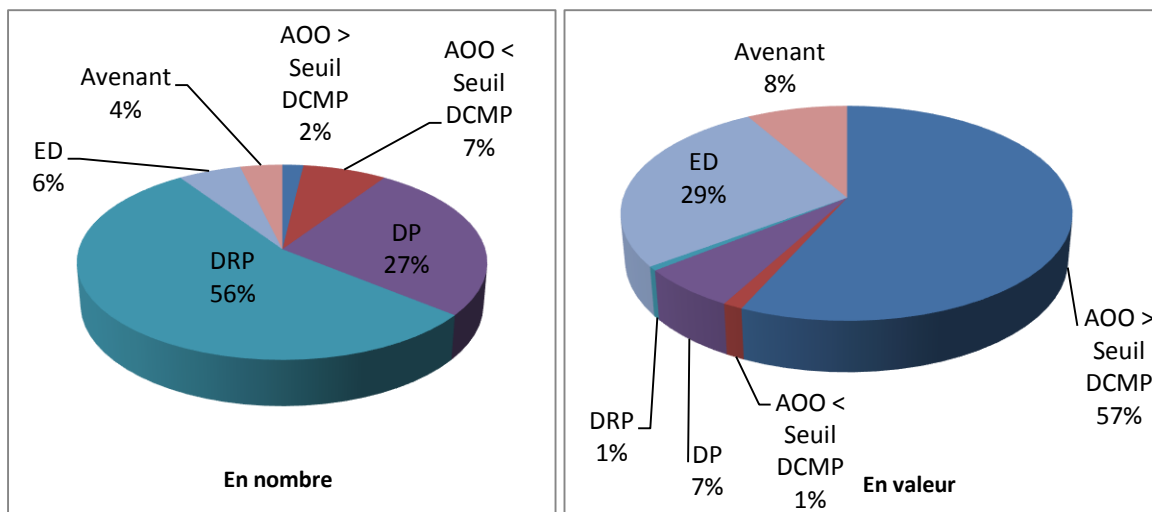
L'archivage des dossiers de marchés est fondamental dans la mesure où il permet à l'autorité contractante de rendre compte de sa gestion. Nous avons dans le cadre de nos travaux, vérifié sur l'ensemble du processus de passation si le système de codification, d'archivage et de classement des documents liés à la passation des marchés préconisé par l'ARMP dans son manuel de classement et d'archivage des documents de marché est respecté par la Cellule de Passation des Marchés de l'Agence de Développement Municipal. Dans l'ensemble, l'archivage des pièces de marché est bien organisé ; il y a lieu de noter que les éléments à caractère financier sont toujours obtenus au niveau de la Direction Administrative et Financière qui dispose d'un bon classement.

3.2 Constats spécifiques aux marchés examinés

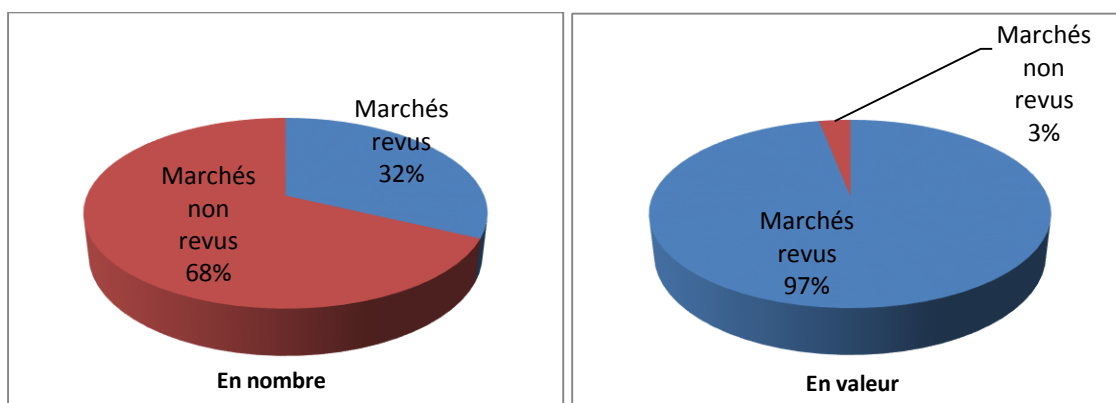
3.2.1 Échantillon

Tableau récapitulatif des marchés présentés et revus par mode de passation

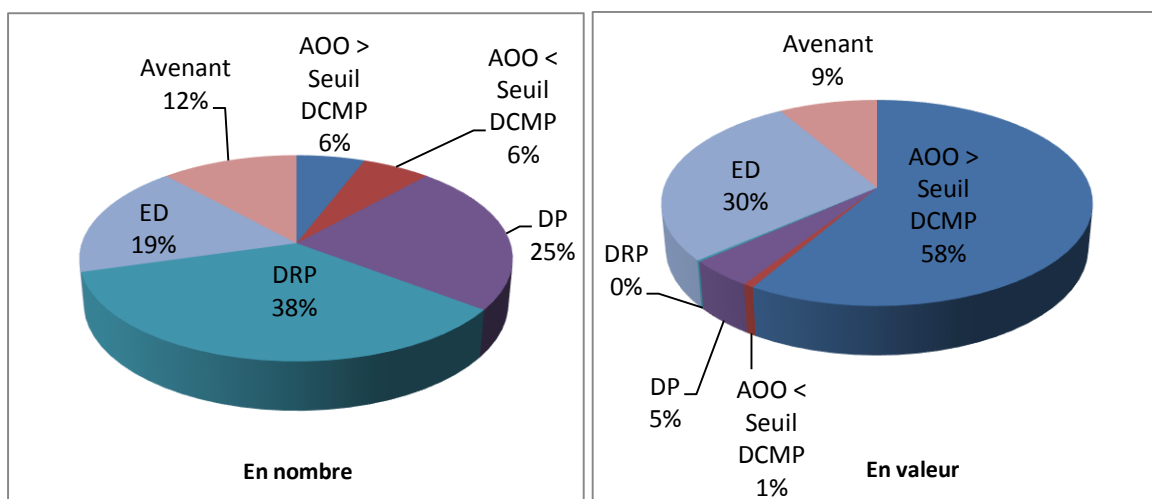
Modes de passation de marchés	Typologie des marchés présentés		Typologie des marchés revus		Taux de couverture %	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Appel d'offres ouvert (AOO)						
• AOO > Seuil DCMP	1	9 826 668 758	1	9 826 668 758	100,00%	100,00%
• AOO < Seuil DCMP	4	214 252 110	1	117 912 636	25,00%	55,03%
Appel d'offres restreint (AOR)	-	-	-	-	-	-
Demande de Proposition (DP)	14	1 084 388 542	4	725 813 095	28,57%	66,93%
Demande de Renseignements et de Prix (DRP)	29	107 077 693	6	38 775 468	20,69%	36,21%
Demande de Cotation (DC)	-	-	-	-	-	-
Entente directe (ED)	3	4 661 056 541	3	4 661 056 541	100,00%	100,00%
Avenant	2	1 438 136 240	2	1 438 136 240	100,00%	100,00%
TOTAL	53	17 331 579 884	17	16 808 362 738	32,08%	96,98%



CARTOGRAPHIE DES MARCHES PRESENTES PAR MODE DE PASSATION EN NOMBRE ET EN VALEUR



CARTOGRAPHIE DES MARCHES COUVERTS EN NOMBRE ET EN VALEUR



DISTRIBUTION DES MARCHES COUVERTS PAR MODE DE PASSATION EN NOMBRE ET EN VALEUR

3.2.2 Rappel des seuils de passation des marchés applicables à l'ADM

Les seuils de passation, de contrôle préalable et d'approbation des marchés de l'ADM sont résumés dans les tableaux récapitulatifs ci – après :

TABLEAU DE SYNTHESE DES SEUILS APPLICABLES A L'ADM EN VERTU DE L'ARTICLE 53 DU CODE DES MARCHES PUBLICS, DES ARRETES 12 785, 12 790 ET 12 791 DU MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES EN APPLICATION DES ARTICLES 140, 113 ET 114 DU CODE DES MARCHES PUBLICS

Type de marchés	Seuils de passation par AO	Seuil de contrôle DCMP DAC	Seuil de contrôle DCMP Rapport d'évaluation	Seuil de contrôle DCMP sur Contrat	Garantie de soumission	Garantie de bonne exécution
Travaux	50	600	400	800	≥ 60	≥ 35
Fournitures et services	30	400	200	400	≥ 30	≥ 25
Prestations Intellectuelles	30	200	200	350	NA	≥ 35

3.2.3 Marchés conclus par AOO

3.2.3.1 Marchés supérieurs aux Seuils de la DCMP

AOO N°01/13/PROGEP/ADM : TRAVAUX DE DRAINAGE ET D'AMENAGEMENT URBAIN DES BASSINS ET VOIERIES DE LA PHASE 1	
LOT N° 1 REALISATION DES COLLECTEURS DE DRAINAGE DE LA ZONE DE DALIFORT Y COMPRIS LES OUVRAGES ANNEXES, LES BASSINS D'ECRETEMENT ET LA CONSTRUCTION DE VOIERIES	
LOT N° 2 REALISATION DES COLLECTEURS DE DRAINAGE DE LA ZONE DE NIETTY MBAR Y COMPRIS LES OUVRAGES ANNEXES, BASSINS D'ECRETEMENT AINSI QUE LA CONSTRUCTION DE VOIERIES	
Financement	IDA
Demande ANO DCMP et BM	10 avril 2013 & 30 avril 2013
ANO DCMP	06 mai 2013 / 23 mai 2013
ANO BM	08 mai 2013
Date de publication de l'avis d'appel d'Offres	Jeudi 23 mai 2013 dans « Le Soleil Jeudi 23 mai 2013 dans le Quotidien n° 3098 Publié sur UN Development Business (UNDB) on line (pas de support)
ANO définitive DCMP	23 mai 2013
Offres reçues	09 offres enregistrées
Date de convocation des membres de la Commission des Marchés	15 juillet 2013
Date de dépôt et d'ouverture des offres	Jeudi 18 juillet 2013 – 09.H.30 Garantie de l'offre Lot 1 : 65 millions Garantie de l'offre Lot 2 : 120 millions
Délai de préparation des offres	52 jours
Durée de validité des offres	-
Transmission PV ouverture	19 juillet 2013
Budgets prévus	Lot 1 : 4 235 000 000 CFATTC Lot 2 : 7 900 000 000 CFATTC
Convocation des membres de la Commission des marchés	07 août 2013
Procès -verbal d'examen du rapport d'évaluation des offres	12 août – 11.H.00 reportée au 19 Août 2013 en raison de l'indisponibilité du rapport d'évaluation
Demande ANO DCMP sur rapport d'évaluation	04 septembre 2013
ANO DCMP sur rapport d'évaluation	11 septembre 2013
Demande ANO IDA sur rapport d'évaluation	12 septembre 2013
ANO IDA sur rapport d'évaluation	20 septembre 2013
Date de publicité de l'attribution	Le Quotidien n° 3200 du 25 septembre 2013

provisoire			Le Soleil du 25 septembre 2013
Date de publicité de l'attribution définitive			Le Soleil du 27 mars 2014
Date de notification de l'attribution provisoire des lots 1 & 2			29 octobre 2013 avec Accusé de réception
Contrat de travaux-N°T-04/2013 Accord de crédit IDA 5096 –SN			05 novembre 2013
Date de l'attestation d'existence de crédits (2 lots)			02 décembre 2013
Date de notification d'attribution provisoire et aux candidats non retenus			
Date de souscription SOCETRA			03 décembre 2013
Date d'approbation des 2 lots			24 décembre 2013
Date immatriculation des lots			24 décembre 2013
Date notification ordre de service			23 Janvier 2014
Attributaires	SOCETRA	Lot 1	3 053 056 822 F CFA TTC
	GCI HENAN CHINE SENEGAL S.A /HENAN CHINE SARL	Lot 2	6773 611 936 F CFA TTC dont 3 323 289 309 FCFATTC + 6 644 169,81 USD Tx de change du \$ USD 504, 25
Délai d'exécution			Lot 1 : 10 mois Lot 2 : 12 mois
Enregistrement des contrats			Effectué auprès de la DGID
AVENANT N°1 AU MARCHE 04/2013/ADM LOT 1 SOCETRA			Avis sur projet avenant au contrat n° 2509/13 du 24/12/13 : Cet avenant couvre la prolongation des délais d'exécution de trois mois par rapport aux prévisions initiales du chantier en raison de sujétions techniques imprévisibles rencontrées sur le terrain. Toutefois, il faut noter que cet avenant est sans incidence financière par rapport au marché de base dont le montant reste fixé à 3 053 056 822 F CFA TTC. Après non objection de la DCMP, en date du 27 janvier 2015, « les parties conviennent de modifier la clause 19.1.1 du cahier des clauses administratives pour allonger

	les délais d'exécution du marché qui passent à 13 mois à partir de la date de l'ordre de service de démarrage des travaux ».
ANO DCMP sur avenant 1	27 janvier 2014
Avis de non objection de l'IDA sur l'avenant	30 juin 2014
Date de souscription Avenant	04 juillet 2014
Avis de non objection DCMP	08 juillet 2014
Attestation d'existence de crédits	10 juillet 2014
Date d'approbation Avenant	11 août 2014
Notification de l'avenant au contrat	27 août 2014
Date de notification	08 septembre 2014
AVENANT N°1 : T1301/14 AU MARCHE T-05/2013ADM LOT 2 HENAN	<p>Montant initial du marché HENAN 6773 611 936 FCFATTC dont 3 323 289 309 FCFATTC + 6 644 169,81 USD</p> <p>USD : 504,25 FCA</p> <p>Avenant N°1 :</p> <p>délai avenant : 8 mois Pour un montant de : 725 188 780 FCFA +1 413 876,97 USD soit 1 438 136 240 FCFATTC représentant le montant total de l'Avenant</p> <p>Soit le montant révisé du contrat de 4 048 478 089CFATTC équivalent à USD 8 058 046, 78</p> <p>Contrat en date du 11 août 2014 enregistré à la DGID le 21 août 2014</p> <p>Décomptes n° 1 à 8 de Henan /Socetra/ sur travaux réalisés</p>
Non conformités	Aucune anomalie significative n'a été identifiée.
Recommandations	Aucune.
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

3.2.3.2 Marchés inférieurs aux Seuils de la DCMP

AOO N° 01/13/PRECOL/ADMFOURNITURE DE MATERIELS INFORMATIQUES EN APPUI AUX DIRECTIONS CENTRALES PHASE II (DGID, DGCPT, DAGAT ET DCL) LOT1 : 16 SERVEURS, 04 SERVEURS EN LAME ET 01 CHASSIS LOT 2 : 61 ORDINATEURS PC, 77 ONDULEURS, 39 IMPRIMANTES ET 01 SCANNER	
Financement	IDA - PRECOL
ANO de la BM sur le DAO	03 février 2013
Date demande d'ANO de la DCMP sur le DAO	12 février 2013
ANO DCMP	19 février 2013
Date de publication de l'Avis d'Appel d'Offres	25 février 2013 – « le Soleil »
Envoi courrier de précision ADM sur DAO	6/14 mars 2013
Date de convocation des membres de la CM	19 mars 2013
Date limite de dépôt des offres et d'ouverture des plis	27 mars 2013- 10.H.00
Délai de préparation des offres	30 jours
Candidats ayant retiré le DAO	22
Nombre d'offres reçues	17
Date de l'évaluation technique	12 juin 2013
Validité des offres	90 jours à partir de la date d'ouverture des plis
Date publication d'attribution provisoire	26 juin 2013 Le Quotidien n° 3127
Date de demande ANO de la DCMP sur l'attribution	24 mai 2013 Incohérence sur la date car l'évaluation technique date du 12 juin 2013
Date de l'ANO de la DCMP sur l'attribution	-
Date de souscription du contrat	16 juillet 2013
Date d'approbation du marché	-
Date de publication de l'attribution définitive	Néant
Délai d'exécution	12 semaines

Notification de livraison			Par courrier réf 001848 du 06 juin 2013
Montant total du marché			73 078 952 FCFA HT/HD ou 117 912 636 FCFA TTC
Attributaire	TOURE EQUIPEMENTS	Lot 1 : Serveurs et châssis	76 917 818 DDP/TTC soit 48 032 310 HTHD
		Lot 2 : PC, imprimante, onduleurs, scanners	40 994 818 DDP/TTC soit 25 046 642 HTHD
Non conformités		<p>Deux procès-verbaux d’attribution signés du 17 mai 2013 pour des réunions de la commission d’attribution qui auraient été tenues les 17 mai et 17 juin 2013 ont été dressés pour se conformer aux termes commerciaux et incoterms définis dans le DAO. Nous rappelons que le rapport d’évaluation technique est daté du 12 juin 2013 donc l’attribution ne peut pas être antérieure à l’évaluation des offres si l’on tient compte du procès-verbal d’attribution signé le 17 mai 2013. Il est également constaté que la demande d’ANO adressée par la PRM à la DCMP date du 24 mai 2013 alors que l’évaluation technique s’est déroulée le 12 juin 2013. Il convient de veiller à la cohérence des informations mentionnées dans les documents de passation des marchés.</p> <p>Les offres des soumissionnaires ont été faites soit en HT/HD soit en TTC ou en DDP alors que l’exécution physique du marché imposait une vente en DDP avec tous les coûts de l’opération jusqu’à la livraison finale sur les sites désignés par l’acheteur et l’extraction des taxes sur la valeur ajoutée et les taxes douanières pour se conformer à la position de vente en HT/HD retenue dans le contrat. Cette démarche était réalisable et maîtrisable tout en préservant les intérêts du vendeur ; tous les frais étant à sa charge jusqu’à la fin de l’opération. Par ailleurs, le fait d’avoir fait appel à un spécialiste (un transitaire) pour déterminer le taux applicable de la valeur en douane et ramener la position CIP en HT/HD pouvait être contesté par l’attributaire.</p>	
Recommandations		<p>Veiller à la cohérence des informations mentionnées dans les documents de passation des marchés ;</p> <p>Veiller au choix des incoterms appropriés</p>	

Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>Pour retracer la procédure d'attribution : Après l'ouverture des offres</p> <p>Dans la chemise Attribution du dossier qui vous a été transmis à l'occasion de l'audit des marchés, il y a deux PV d'attribution et deux rapports d'évaluation. Le premier rapport, de mai 2013, a été validé par la commission des marchés et consignés dans le PV en date du 17 mai 2013.</p> <p>Suite à cela une demande d'ANO fut adressée à la DCMP le 24 mai 2013. Cette dernière dans son courrier en date du 31 mai 2013 a fait des observations sur ledit rapport.</p> <p>La prise en compte de ces observations a entraîné la modification du rapport d'évaluation. Ce dernier avec la mention « rapport d'évaluation corrigé », daté juin 2013, est validé par la commission des marchés le 17 juin. Le rapport d'évaluation corrigé est envoyé ensuite à la DCMP, le 18 juin 2013 pour ANO obtenu le 24 juin 2013.</p> <p>Tous ces documents que nous venons d'énumérer se trouvaient dans le box qui vous a été transmis.</p> <p>La publication de l'attribution provisoire, ci-jointe, a été faite en HT/HD conformément au DAO.</p>
Appréciation du Consultant	<p>Nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>Concernant le point sur l'établissement des deux rapports d'évaluation et procès-verbaux d'attribution, nous retirons nos observations formulées dans le rapport provisoire.</p> <p>Pour ce qui est de la vente qui devait être faite en DDP, les frais étant à la charge du vendeur jusqu'à la fin de l'opération, le fait de maintenir la valeur de la transaction en HT/HD peut être contesté par l'attributaire, il s'agit d'une recommandation à prendre en compte à l'avenir.</p>

3.2.4 Marchés de Prestations Intellectuelles

DP N° 03/12/ADM SERVICES DE CONSULTANT POUR UNE ASSISTANCE DE FACILITATEURS SOCIAUX A LA MISE EN ŒUVRE DE PROJETS D'INVESTISSEMENTS COMMUNAUTAIRES DU SECTEUR DE YEUMBEUL-MBEUBEUSS	
Financement	IDA - PROGEP
Demande d'ANO de l'IDA sur les TDR	04 juin 2012
ANO de l'IDA sur les TDR	06 juin 2012
Date de publication de l'Avis d'Appel à Manifestation d'intérêt	05 juillet 2012
Date de réception des MI	26 juillet 2012 à 10h 30 mn
Date de dépôt et d'ouverture des MI	26 juillet 2012
Délai de préparation des MI	16 jours
Date du rapport d'analyse des MI	03 septembre 2012
Date de l'adoption de la liste restreinte par la commission	05 septembre 2012
Demande d'ANO de l'IDA sur la DP	28 septembre 2012
ANO de l'IDA sur la liste restreinte	25 octobre 2012
Demande d'ANO de la DCMP sur la DP	13 décembre 2012 (Par lettre N° 003808/ADMDG/SPM/jb du 13/12/2012)
ANO de la DCMP sur le rapport d'évaluation des MI et la DP	18 décembre 2012 (Par lettre N° 005582/MEF/DCMP/BAAC/04)
Date d'envoi des DP	20 décembre 2012
Candidats consultés	06
Délai de préparation des Propositions	42 jours (20/12/12 au 30/01/13)
Durée de validité des offres	120 jours après la date de soumission
Délai d'exécution	30 mois
Nombre de propositions reçues	05
Date de dépôt des offres et d'ouverture des Propositions techniques	30 janvier 2013
Date du rapport d'analyse des propositions techniques	Du 15 au 20 février 2013

Date d'adoption du rapport d'évaluation technique par la Commission	27 février 2013
Demande d'ANO de la DCMP sur le rapport d'évaluation technique	04 mars 2013 (Par lettre N°000636/ADM/DG/SPM/on)
Date d'avis de la DCMP sur le rapport d'analyse des propositions Techniques	19 mars 2013
Date d'attribution provisoire	10 Mai 2013
Date du PV d'ouverture de la proposition financière du Cabinet MSA	13 mai 2013
Date d'invitation du candidat retenu à la Négociation	16 mai 2013
Date du PV de négociation	21 mai 2013
Date de demande d'Avis de Non objection IDA sur le projet de contrat	13 juin 2013
Date d'information des candidats non retenus	17 juin 2013
Date d'ANO de l'IDA sur le projet de contrat	26 juin 2013
Date de souscription du contrat	03 juillet 2013
Date de demande d'examen juridique et technique de la DCMP sur le contrat	30 juillet 2013
Date d'ANO de la DCMP sur le Contrat	31 juillet 2013
Date Immatriculation du marché	13 août 2013
Date d'enregistrement du contrat	19 août 2013
Date de notification du contrat	23 août 2013
Attributaire	MS et Associés (MSA)
Montant du marché en F CFA	229.061.600 FCFA TTC
Non conformités	Les justificatifs de la transmission des résultats de l'évaluation aux firmes et groupements de firmes ayant participé à l'appel à manifestations d'Intérêt ne sont pas classés dans le dossier de marché. Cette information des candidats est une exigence de transparence qu'il convient de respecter et de

	<p>retracer dans le dossier de marché.</p> <p>Le dossier de marché comprend une copie d'un courriel du 18 septembre 2012 de l'ADM adressé à tous les candidats dont les Manifestations d'Intérêt ont été reçues et ouvertes le 26 juillet 2012 pour leur signifier qu'ils seront informés de la suite de la procédure dès que la liste restreinte sera arrêtée. Aucun autre document n'atteste de l'information effective des candidats du rejet de leur Manifestations d'Intérêt, ce qui a d'ailleurs été déploré par la firme EATS en collaboration avec APAVE SAHEL et OPTIS), dans un courriel en date du 15 novembre 2012.</p> <p>Nous avons noté que la liste restreinte des candidats invités à participer à cette procédure de sélection comprend deux projets d'ENDA TIERS MONDE à savoir ENDA ECOPOP et ENDA GRAF SAHEL en groupement avec EVE et GAIA. A notre avis, la participation de ces deux entités d'ENDA TIERS MONDE fausse la concurrence car quand bien même, il s'agit de deux projets distincts au sein d'ENDA TIERS MONDE, ils ont un lien qui est susceptible de biaiser la procédure.</p> <p>A l'issue de l'évaluation des propositions techniques, la notification de l'attribution provisoire du marché a été faite au Cabinet MSA en date du 10 mai 2013 mais les candidats non retenus n'ont été informés que le 17 juin 2013 c'est à dire après l'ouverture de l'offre financière de MSA qui a eu lieu le 13 mai 2013. Les candidats dont les offres n'ont pas été retenues doivent être informés après l'obtention de l'avis de non-objection de l'IDA et de la DCMP sur le rapport d'évaluation des propositions techniques. Cette information préalable est une exigence de transparence qui permet aux soumissionnaires d'exercer éventuellement leur droit de recours.</p> <p>Le dossier de marché ne comprend pas de support de publication des avis d'attribution provisoire et définitive.</p>
Recommandations	<p>Transmettre le procès-verbal d'ouverture des MI aux Consultants.</p> <p>Communiquer aux Consultants les notes obtenues</p>

	<p>à l'issue de l'évaluation des manifestations d'intérêt ainsi que la liste restreinte des soumissionnaires.</p> <p>Veiller à la transmission du PV d'ouverture aux candidats.</p> <p>Communiquer aux soumissionnaires les notes obtenues au terme de l'évaluation des offres techniques.</p> <p>Veiller au respect des dispositions de l'article 83.3 du Code des Marchés Publics, relatives à l'achèvement de la procédure de passation, sur l'information des candidats non retenus, dès après la décision d'attribution du marché et la publication d'un avis d'attribution provisoire.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>La lettre n'est pas fournie dans le dossier.</p> <p>Cependant, elle a été envoyée à tous les consultants non retenus par mail en date du 20 décembre 2012 (voir PJ).</p> <p>Suite à la demande d'information du groupement AETS-APAVE Sahel-OPTIS, l'ADM a répondu, le 16 novembre 2012 (voir PJ), que le processus est en cours. En effet, les ANO de l'IDA et de la DCMP ayant été obtenus respectivement les 12 et 18 décembre 2012, l'ADM n'était pas en mesure de lui fournir une autre réponse.</p> <p>Dans le rapport d'évaluation des manifestations d'intérêt approuvé par la BM et la DCMP, il n'y a pas de notes dans les manifestations d'intérêt sur financement BM (passage à supprimer par BSC).</p> <p>Cette présence dans la liste restreinte de ces deux entités fût soulevée par l'IDA et la DCMP lors de la demande d'ANO sur ladite liste.</p> <p>Et comme demandé par l'IDA, par courriel en date du 25 octobre 2012, l'ADM a envoyé des correspondances, le 31 octobre, à ENDA GRAF SAHEL et ENDA ECOPOP pour leur demander « les justificatifs nécessaires » pour lever toute équivoque sur l'appartenance ou non des deux structures au même groupe.</p> <p>Les dossiers ci-après ont été soumis à l'appréciation de l'ADM :</p>

	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Accord de siège d'ENDA ECOPOP, par mail du 12 novembre 2012 ✓ Déclaration d'association d'ENDA GRAF SAHEL délivré par l'Etat et son agrément comme ONG, le 28 août 2006 par le Ministre de la Femme, de la Famille et du Développement Social ont, par mail du 31 octobre 2012. <p>Ces documents transmis ont permis à l'ADM d'apprécier et de décider du maintien des deux structures dans la liste restreinte. Cette dernière a reçu l'ANO de l'IDA, 12 décembre 2012, et de la DCMP, 18 décembre 2012.</p> <p>Pour le recrutement du cabinet MSA, c'est la méthode sélection fondée sur la qualité qui a été utilisée.</p> <p>Après ANO su le rapport d'évaluation des propositions techniques, le Cabinet MSA est invité le 10 mai 2013 à participer à l'ouverture de sa seule proposition financière car il avait la meilleure note technique.</p> <p>Et conformément au paragraphe 2.30 des directives de sélection et d'emploi de consultants par les emprunteurs de la Banque Mondiale dans le cadre des prêts de la BIRD et des crédits et don de l'AID, « dès conclusion positive des négociations, et après émission de l'ANO de la Banque relatif au marché négocié paraphé, l'Emprunteur avisera les autres consultants figurants sur la liste restreinte qu'ils n'ont pas été retenus, et ce dans les meilleurs délais ».</p>
Appréciation du Consultant	<p>Nous prenons bonne note de vos commentaires. Concernant l'information des candidats non retenus sur le rejet de leurs manifestations d'intérêt, après transmission de la copie du mail envoyé à ces derniers, nous prenons acte de vos commentaires et retirons nos observations formulées dans le rapport provisoire.</p> <p>Bien qu'il n'est pas prévu de notation des manifestations d'intérêt concernant les financement de la Banque Mondiale, il n'en demeure pas moins que pour arriver à faire la liste restreinte, il est nécessaire d'établir une grille de notation pour les critères de sélection énoncés au</p>

	<p>point 2.5 des directives de sélection et d'emploi de consultants par les Emprunteurs de la BM... Par conséquent, nous maintenons nos commentaires émis dans le rapport provisoire.</p> <p>A la suite des arguments fournis par l'ADM, nous retirons nos observations faites sur l'invitation à participer à cette procédure d'ENDA ECOPOP et ENDA GRAF SAHEL en même temps.</p> <p>Pour le point relatif à l'information des candidats non retenus à l'issue de l'évaluation des offres techniques, nous convenons avec vous que la directive de sélection et d'emploi de consultants par les emprunteurs de la Banque Mondiale dans le cadre des prêts de la BIRD et des crédits et don de l'AID en son point 2.30 indique que les candidats non retenus doivent être informés à l'issue des négociations avec le consultant classé premier. Par conséquent, nous retirons nos commentaires formulés dans le rapport provisoire.</p>
--	--

SELECTION D'UN CONSULTANT INDIVIDUEL POUR L'ELABORATION D'UN PLAN DE COMMUNICATION ET LA VULGARISATION DU PLAN DIRECTEUR DE DRAINAGE ET DE L'AVANT-PROJET DETAILLE (APD A PHASE 1)	
Financement	IDA - PROGEP
Date de publication de la Manifestation d'intérêt	22 février 2013
Date de réception des MI	-
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis	28 février 2013
Délai de préparation des offres	05 jours
Durée de validité de l'offre	-
Date d'attribution provisoire	-
Date du contrat	24 mai 2013
Date d'enregistrement du contrat	-
Prestataires consultés	Sept (07) : Bintou Loum; Mame Birame Ndiaye; Abdoulaye Iba Faye; Babacar Wade; Malick Diagne; Moussa Guèye; Mokhtar Kane
Nombre d'offres reçues	Quatre (04) : Mame Birame Ndiaye; Moussa Guèye; Malick Diagne; Mokhtar Kane
Délai d'exécution	4 mois
Attributaire	Mokhtar Kane
Montant du marché en F CFA TTC	14 944 500
Non conformités	<p>L'attributaire provisoire du marché a été informé le 29 mars 2013, tandis que les candidats non retenus l'ont été le 11 juin 2013 soit 73 jours après, en violation de l'article 83.3 du CMP.</p> <p>Le contrat qui a été souscrit à la date du 24 mai 2013 pour une durée de 4 mois a accusé d'un retard de 14 mois dans son exécution. Aucune mise en demeure n'a été adressée au consultant, ni une pénalité appliquée pour le retard dans l'exécution, en violation de l'article 134 du</p>

	<p>CMP.</p> <p>Le calendrier de paiements n'a pas été non plus respecté.</p>
Recommandations	<p>Veiller à informer les candidats non retenus dès après la décision d'attribution provisoire, pour leur permettre d'exercer éventuellement leur droit de recours.</p> <p>Veiller à appliquer les pénalités de retard conformément à l'article 134 du CMP.</p> <p>Se conformer aux dispositions contractuelles sur les modalités de paiements.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>Conformément au paragraphe 2.30 des directives de sélection et d'emploi de consultants par les emprunteurs de la Banque Mondiale dans le cadre des prêts de la BIRD et des crédits et don de l'AID, « dès conclusion positive des négociations, et après émission de l'ANO de la Banque relatif au marché négocié paraphé, l'Emprunteur avisera les autres consultants figurants sur la liste restreinte qu'ils n'ont pas été retenus, et ce dans les meilleurs délais »</p> <p>La Banque ne prévoit de pénalités de retard ni dans les dossiers types ni dans les Directives en ce qui concerne les prestations intellectuelles.</p> <p>En effet, au paragraphe 4.10 des directives de sélection et d'emploi de consultants par les emprunteurs de la Banque Mondiale dans le cadre des prêts de la BIRD et des crédits et don de l'AID, il est dit que « l'utilisation des pénalités de contractuelles n'est pas non plus recommandé pour les services de consultants, car la prestation de services de nature intellectuelle et de conseil dans les délais impartis dépend à plusieurs égards des actions du client, ce qui rend par conséquent difficile de retenir l'unique responsabilité du consultant en cas de retard ».</p>
Appréciation du Consultant	<p>Pour le point relatif à l'information des candidats non retenus à l'issue de l'évaluation des offres</p>

	<p>techniques, nous convenons avec vous que la directive de sélection et d'emploi de consultants par les emprunteurs de la Banque Mondiale dans le cadre des prêts de la BIRD et des crédits et don de l'AID en son point 2.30 indique que les candidats non retenus doivent être informés à l'issue des négociations avec le consultant classé premier. Par conséquent, nous retirons nos commentaires formulés dans le rapport provisoire.</p> <p>Pour ce qui est des pénalités de retard à appliquer pour le retard accusé par l'exécution du contrat, bien que les directives de sélection et d'emploi de consultants par les emprunteurs de la Banque Mondiale dans le cadre des prêts de la BIRD et des crédits et don de l'AID en son point 4.10 ne prévoit pas les pénalités de retard, nous estimons tout de même qu'elles devraient être appliquées tel pratiqué dans les marchés de prestations intellectuelles. Pour cela, nous maintenons nos commentaires formulés dans le rapport provisoire.</p>
--	--

DP N° 01/13/PROGEP/ADM SELECTION D'UN CONSULTANT POUR LA SUPERVISION ET LE CONTROLE DES TRAVAUX DE LA PHASE 1 DU PROGEP	
Financement	IDA - PROGEP
Date de publication de la Manifestation d'intérêt	21 juin 2013
Date de réception des MI	-
Date d'envoi de la Demande de Propositions	09 juillet 2013
Date de dépôt des offres techniques	31 juillet 2013
Délai de préparation des offres	22 jours
Durée de validité de l'offre	-
Date d'évaluation des MI	06 août 2013
Date d'ouverture des offres financières	10 octobre 2013
Date d'attribution provisoire du marché	31 octobre 2013
Date des négociations	05 novembre 2013
Date de souscription	17 décembre 2013
Date d'avis de la DCMP sur l'attribution	24 janvier 2014
Date d'approbation	03 février 2014
Date d'enregistrement du contrat	11 février 2014
Date de notification du marché	28 février 2014
Prestataires consultés	Six (06) : Cabinet MERLIN ; SAFEGE ; Groupement ICOSA Ingénieria CivilSA/International Levante SA ; Groupement H.P.GAUFF IngénierieGmb H&Co.KG-JBG/Uni Conseils-Technosol ; HYDEA S.P.A ; Groupement SCET-Tunisie/GIC Sénégal
Nombre d'offres reçues	Cinq (05) : Cabinet MERLIN ; Groupement H.P.GAUFF IngénierieGmb H&Co.KG-JBG/Uni Conseils-Technosol ; Groupement SCET-Tunisie/GIC Sénégal ; SAFEGE ; HYDEA S.P.A

Délai d'exécution	-
Attributaire	Cabinet MERLIN
Montant du marché en F CFA TTC	440 109 995
Non conformités	<p>Les lettres adressées aux candidats non retenus pour les informer du rejet de leurs offres ont été envoyées par mail à la date du 11 juin 2013 soit 76 jours après la lettre d'information du candidat retenu, en violation de l'article 83.3 du CMP qui impose que lesdits candidats soient informés dès après la décision d'attribution du marché.</p> <p>Les supports publicitaires des avis d'attribution provisoire et définitive ne sont pas classés dans le dossier de marché ; ces formalités de publicité requises aux termes des articles 83 et 85 du CMP doivent être respectées par l'autorité contractante qui doit veiller au classement des supports y relatifs dans le dossier de marché conformément aux instructions de l'ARMP.</p> <p>Les rapports émis par le consultant ne sont pas classés dans le dossier de marché qui doit comporter les documents de suivi de l'exécution des prestations.</p> <p>L'attestation de service fait pour avoir la certitude que le consultant individuel s'est acquitté de la mission qui lui a été confiée n'a pas été jointe au dossier.</p>
Recommandations	<p>Veiller au respect des dispositions de l'article 83.3 du CMP sur l'information des candidats non retenus dès après la décision d'attribution pour leur permettre de pouvoir exercer éventuellement leurs droits de recours.</p> <p>Se conformer aux dispositions des articles 83 et 85 du CMP, sur la publication des attributions provisoire et définitive.</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	L'ADM a obtenu les ANO de l'IDA et de la DCMP sur le rapport d'évaluation des manifestations

	<p>d'intérêts respectivement les 30 mai et 10 juin 2013. En date du 21 juin 2013, des lettres d'information, aux candidats non retenus, et des lettres d'invitation, aux candidats figurants dans la liste restreinte, ont été envoyées.</p> <p>Ces lettres sont contenues dans le box qui vous a été transmis. L'attribution a été publiée dans l'UNDB en date du 13 janvier 2014</p> <p>Contrat en cours d'exécution</p> <p>La DT ou la DAI valide toutes les acomptes avant paiement par la DAF.</p>
Appréciation du Consultant	<p>Pour le point relatif à l'information des candidats non retenus à l'issue de l'évaluation des offres techniques, nous convenons avec vous que la directive de sélection et d'emploi de consultants par les emprunteurs de la Banque Mondiale dans le cadre des prêts de la BIRD et des crédits et don de l'AID en son point 2.30 indique que les candidats non retenus doivent être informés à l'issue des négociations avec le consultant classé premier. Par conséquent, nous retirons nos commentaires formulés dans le rapport provisoire.</p> <p>Des lenteurs sont notées au niveau des demandes d'ANO adressées à l'IDA et à la DCMP et des négociations entreprises avec le consultant classé premier.</p> <p>Dans votre réponse vous indiquez que l'attribution a été publiée dans le UNDB en date du 13 janvier 2014, cependant, le support publicitaire n'a toujours pas été mis à notre disposition, ni concernant l'attribution provisoire ni définitive. Par conséquent, nous maintenons nos observations émises dans le rapport provisoire.</p> <p>Quant aux attestations de service fait, le contrat étant en cours d'exécution, nous retirons nos commentaires formulés dans le rapport provisoire.</p>

DP PORTANT SELECTION DE CONSULTANT INDIVIDUEL « POUR L'ETUDE DES OUVRAGES PRIMAIRES DE DRAINAGE DES EAUX PLUVIALES DE LA REGION PERIURBAINE DE DAKAR AMONT DE BAGDAD»	
Date de publication de la Manifestation d'intérêt	Néant
Date de saisine des fournisseurs	22 février 2013
Date limite de dépôt des CV	1 ^{er} mars 2013 – 17 heures
Date du PV de dépouillement des CV	06 mars 2013
Durée de validité de l'offre	Néant
Date de souscription du contrat	22 mai 2013
Prestataires consultés	Khadidiatou Deme, El Hadji Alé SECK, Alpha SAMB, Charles Antoine SAMBOU, Cheikh Sidia TOURE, Amadou Mactar GUEYE, Dramane DEMBELE
Offres reçues	El Hadji Alé Seck, Alpha Samb, Cheikh Sidia Touré, Amadou Mactar GUEYE
Proposition d'attribution de la commission d'évaluation	26 mars 2013
Procès-Verbal de négociation	22 avril 2015
Attributaire	CHEIKH SIDIA TOURE
Montant du marché en F CFATTC	41 697 000 F CFATTC
Délai d'exécution	3,5 mois
Mail d'information aux candidats non retenus	11 juin 2013
Notification d'attribution par contrat n° C.03/2013/ADM	12 juin 2013
Souscription du Contrat	22 mai 2013
Non conformités	Aucune anomalie significative n'a été identifiée.
Recommandations	Aucune

3.2.5 Marchés conclus par DRP

DRP 04/13/ADM NETTOIEMENT ET ENTRETIEN DES LOCAUX DE L'ADM	
Financement	ADM
Date de saisine des fournisseurs	15 octobre 2013
Nombre de candidats invités	Alizé International, Complexe Mbayang & Cie, Eco Net, Loc-Set, La Sénégalaise de Nettoyement, d'Assistance Technique et de Sécurité, Téranga Multi-Services, Nickel
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis	24 octobre 2013
Délai de préparation des offres	10 jours
Date du rapport d'évaluation	12 novembre 2013
Date d'attribution du marché	22 novembre 2013
Délai d'exécution	12 mois
Date d'information des candidats non retenus	26 novembre 2013
Date de signature du contrat N° F-17/2013/ADM	31 décembre 2013
Date d'approbation du marché	31 décembre 2013
Date d'enregistrement	Non enregistré
Date de notification définitive	03 février 2014
Fournisseurs consultés	07
Nombre d'offres reçues	04
Attributaire	TERANGA MULTISERVICES
Montant du marché en F CFA TTC	5.590.368
Période de validité des offres	60 jours à compter de la date limite de dépôt des offres.
Non conformités	Les membres de la Commission des Marchés ont été convoqués le 21 octobre 2013 par lettre N° 003260/ADM/DG/SPM/jb, soit trois (03) jours avant l'ouverture des plis, alors que l'article 39 du Code des Marchés Publics fixe le délai entre la

	<p>convocation et la séance à cinq (5) jours francs.</p> <p>L'autorité contractante ne s'est pas assurée du respect, par le titulaire du marché, de la formalité de l'enregistrement du contrat (articles 464.9 du CGI et 149 du CMP) avant la mise en règlement des factures. L'autorité contractante ne s'est pas conformée à son obligation de communiquer à la DCMP, après l'attribution du marché, les informations requises pour la publication d'un avis d'attribution dans le site des marchés publics conformément à l'article 78-3-b) du CMP.</p>
Recommandations	<p>Veiller au respect des dispositions de l'article 39 du Code des Marchés Publics, sur le délai de cinq (5) jours francs entre la convocation des membres de la Commission des Marchés et la séance d'ouverture des plis ;</p> <p>Veiller au respect des dispositions de l'article 149 du CMP du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics et de l'article 464.9 du Code Général des Impôts relatifs à l'enregistrement du marché par son titulaire ;</p> <p>Se conformer à l'article 78-3-b) du CMP.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>En effet, un retard a été accusé dans la préparation de la convocation.</p> <p>Cependant 5 membres sur les six étaient présents à la séance.</p> <p>Le contrat enregistré existe en un original classé au niveau de la DAF.</p>
Appréciation du Consultant	<p>Nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>Aucune copie du contrat enregistré n'a été classée dans le dossier lors de la revue et ne nous a été non plus transmise par la suite.</p> <p>Nous maintenons les observations formulées dans notre rapport provisoire.</p>

DRP N° 03/13/ADM IMPRESSION DES PLANS D'ADRESSAGE	
Financement	ADM
Date des lettres d'invitation	03 octobre 2013
Date de dépôt des offres	10 octobre 2013 à 10heures 30
Délai de préparation des offres	06 jours
Date d'évaluation	11 octobre 2013
Date d'attribution	18 octobre 2013
Date des lettres de notification d'attribution et d'information aux candidats non retenus	24 octobre 2013
Date de souscription du contrat	03 décembre 2013
Date d'approbation du contrat	-
Date de notification	-
Date d'enregistrement du contrat	-
Délai d'exécution	45 jours à partir de la date de l'ordre de service de démarrage
Fournisseurs consultés	Six (06) : DONI ; POLYKROME ; ROCHETTE ; MANDARINE ; NUMERIKA ; IMPRIMERIE MIDI OCCIDENT
Nombre d'offres reçues	Trois (03) : DONI ; POLYKROME ; ROCHETTE
Attributaire	LA ROCHETTE
Montant F CFA HTVA	3 411 000
Non conformités	L'offre du soumissionnaire POLYKROME a été rejetée à l'évaluation au motif que le soumissionnaire a proposé un délai de soixante (60) jours en lieu et place du délai de quarante-cinq (45) jours exigé par le cahier des charges. Le dossier de marché mis à notre disposition comprend deux cahiers des charges avec deux délais différents (45 jours et 60 jours) ; par conséquent, il y'a lieu de s'interroger sur les raisons de cette divergence qui pourrait être du fait de l'Autorité Contractante qui aurait, par inadvertance, transmis au soumissionnaire POLYKROME le

	<p>Dossier d'Appel à la Concurrence mentionnant un délai d'exécution de 60 jours auquel cas l'élimination de ce soumissionnaire ne serait pas fondée et pourrait entraîner l'annulation de la procédure en cas de recours du candidat lésé ou de toute autre personne intéressée au bon déroulement de la procédure. L'autorité contractante doit veiller à la cohérence des informations mentionnées dans les documents de passation des marchés et à une bonne préparation des marchés.</p> <p>L'autorité contractante ne s'est pas assurée du respect, par le titulaire du marché, de la formalité de l'enregistrement du contrat (articles 464.9 du CGI et 149 du CMP) avant la mise en règlement des factures.</p>
Recommandations	<p>Veiller à la cohérence des informations mentionnées dans les documents de passation des marchés et à une bonne préparation des marchés ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 464.9 du CGI et de l'article 149 du CMP.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>Il ne peut y avoir de « transmission par inadvertance » ; car, seule la version validée des DRP, en format numérique, est mise en partage avec l'Assistante du Directeur Général, qui l'annexe à la lettre d'invitation envoyée à chacun des candidats, par courrier électronique (voir copies des courriers électroniques disponibles dans le dossier et <u>en fichier</u>).</p> <p>Par ailleurs, le fait qu'il y ait dans un dossier une version antérieure à celle finale, n'est pas insolite et ne saurait être qualifié de « non-conformité » ; d'autant plus que, dans le manuel de classement de l'ARMP, dont l'auditeur préconise l'adoption, il est prévu, en plus d'une chemise « projet DAO », une autre : « version finale du DAO avec modifications / amendements ».</p> <p>Le contrat enregistré existe en un original classé au niveau de la DAF.</p>
Appréciation du Consultant	<p>Nous prenons bonne note de vos commentaires.</p> <p>Concernant l'élimination du soumissionnaire</p>

	<p>POLYKROME, nous prenons acte de vos commentaires. Cependant, nous nous posons des questions sur la coïncidence de la proposition du soumissionnaire d'un délai de 60 jours qui correspond à celui évoqué dans le DAO provisoire alors qu'il était requis un délai de 45 jours.</p> <p>Aucune copie du contrat enregistré n'a été classée dans le dossier lors de la revue et ne nous a été non plus transmise par la suite.</p> <p>Par conséquent, nous maintenons l'ensemble des observations formulées dans notre rapport provisoire.</p>
--	--

DRP ACQUISITION DE MATERIELS INFORMATIQUES ET DE LOGICIELS POUR LES ARD (RELANCE)	
Financement	IDA - PRECOL
Date des lettres d'invitation	12 novembre 2012
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis	23 novembre 2012 à 10heures
Délai de préparation des offres	10 jours
Date d'évaluation des offres	20 décembre 2012
Date d'attribution	27 décembre 2012
Date des lettres de notification d'attribution et d'information aux candidats non retenus	07 janvier 2013
Date de souscription du contrat	11 janvier 2013
Date de notification d'attribution définitive	06 février 2013
Date d'approbation du contrat	-
Date de notification	-
Date d'enregistrement du contrat	-
Délai d'exécution	30 jours à partir de la date de notification du marché.
Fournisseurs consultés	Cinq (05) : BULL Sénégal ; NOVOSEN ; ABM Technologies Sénégal ; CFAO Technologies ; TCS
Nombre d'offres reçues	Quatre (04) :
Attributaire	ABM TECHNOLOGIES
Montant F CFA HTVA	10 770 700
Non conformités	Un délai anormalement long a été noté entre la date d'ouverture des plis et la date d'évaluation des offres (27 jours) en violation de l'article 70 du CMP qui précise que la commission d'évaluation doit proposer l'attribution du marché ... dans un délai maximum de quinze (15) jours à

	<p>compter de la séance d'ouverture des plis.</p> <p>Les lettres d'information des candidats non retenus ne sont pas classées dans le dossier, alors que cette formalité est une exigence de l'article 78.2 du CMP et de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP.</p> <p>L'autorité contractante ne s'est pas assurée du respect, par le titulaire du marché, de la formalité de l'enregistrement du contrat (articles 464.9 du CGI et 149 du CMP) avant la mise en règlement des factures.</p>
Recommandations	<p>Veiller au respect des dispositions de l'article 70 du CMP ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 78.2 du CMP et de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP, sur l'information des candidats non retenus ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 464.9 du CGI et de l'article 149 du CMP, sur l'enregistrement du marché par son titulaire ;</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>La lettre d'information sur les résultats de l'attribution est bel et bien dans le dossier qui vous a été transmis, elle date du 07 janvier 2013 et porte le numéro 0032 (voir pj).</p> <p>Le contrat enregistré, existe en l'original, est classé au niveau de la DAF.</p>
Appréciation du Consultant	<p>Nous prenons acte de vos commentaires et retirons nos observations faites sur le non classement des lettres d'information des candidats non retenus.</p> <p>Aucune copie du contrat enregistré n'a été classée dans le dossier lors de la revue et ne nous a été non plus transmise par la suite, de ce fait, nous maintenons l'observation formulée dans notre rapport provisoire.</p>

DRP F-16-2013-ADM ENTRETIEN ET MAINTENANCE DU MATERIEL TELEPHONIQUE	
Date de saisine des candidats	18 octobre 2013
Date de dépôt et d'ouverture des offres	25 octobre 2013 – 11.H.00
Délai de préparation des offres	7 jours
Fournisseurs consultés	Cinq (5) Candidats : CFAO Technologies, NEOSYS International, SA.TEL, Sonatel Business Solutions, TADEx ;
Nombre d'offres reçues	Deux offres reçues SATEL..... 1 003 000 FCFATTC, Sonatel Business Solutions 1 105 680 FCFATTC
Financement	ADM
Attributaire	SATEL
Montant du marché TTC	1 003 000 F CFATTC (850 000 F CFA HT)
Lettre d'information au candidat non retenu	26 novembre 2013
Notification d'attribution	02 décembre 2013
Date de souscription du marché	30 décembre 2013
Date d'approbation	29 janvier 2014
Non conformités	Aucune anomalie significative n'a été identifiée.
Recommandations	Aucune.
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

DRP N° F-14/2013/ADM RELANCE FOURNITURE D'AGENDAS PERSONNALISES 2014 LOT 1 : AGENDAS ADM PRESIDENT LOT 2 : AGENDAS ADM DE POCHE	
Financement	ADM
Date de saisine des candidats	28 octobre 2013
Convocation des membres de la commission	28 octobre 2013
Date de dépôt des offres	31 octobre 2013 – 11.H.30
Délai de préparation des offres	3 jours
Fournisseurs consultés	AMELLE Com, PROMO PUB, ELITE and Co, HAMD services ; MPI, SAPHIR Com
Nombre d'offres reçues	6
Date PV d'attribution	31 octobre 2013
Décision d'attribution provisoire	31 octobre 2013
Attributaire	SAPHIR.COM
Montant du marché en F CFA TTC	11 770 500 F CFA TTC Soit 9 975 000 CFAHTVA
Date de notification du marché	05 novembre 2013
Date de souscription du contrat	28 novembre 2013
Date de notification du contrat	06 décembre 2014
Délai d'exécution du marché	06 semaines à compter de la date de réception de la notification d'attribution
Non conformités	<p>L'autorité contractante ne s'est pas assurée du respect, par le titulaire du marché, de la formalité de l'enregistrement du contrat (articles 464.9 du CGI et 149 du CMP) avant la mise en règlement des factures.</p> <p>L'autorité contractante ne s'est pas conformée aux dispositions de l'article 78-3-b) du CMP qui lui fait obligation de transmettre à la DCMP les informations requise pour la publication d'un avis</p>

	d'attribution dans le site des marchés publics.
Recommandations	<p>Lier la mise en règlement des factures à l'enregistrement préalable des contrats aux taxes indirectes.</p> <p>Se conformer à l'article 78-3-b) du CMP.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>Contrat enregistré existe en l'original est classé au niveau de la DAF.</p> <p>Les difficultés à prendre la main pour effectuer la publication sur le site des marchés publics sont aujourd'hui maîtrisées.</p>
Appréciation du Consultant	<p>Nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>Aucune copie du contrat enregistré n'a été classée dans le dossier lors de la revue et ne nous a été non plus transmise par la suite.</p> <p>Nous maintenons l'ensemble des observations formulées dans notre rapport provisoire.</p>

DRP N° F-08/2013/ADM FOURNITURE DE CONSOMMABLES INFORMATIQUES	
Financement	ADM
Date des lettres d'invitation	05 avril 2013
Date de dépôt des offres	12 avril 2013
Délai de préparation des offres	06 jours
Date d'attribution	17 mai 2013
Date des lettres de notification d'attribution et d'information aux candidats non retenus	24 mai 2013
Date de souscription du contrat	05 juin 2013
Date d'approbation du contrat	06 juin 2013
Date de notification	12 juin 2013
Date d'enregistrement du contrat	-
Délai d'exécution	15 jours
Fournisseurs consultés	Six (06) : SAREDICA ; BUROTIC DIFFUSION ; TEKACCES ; UNIVERS INFORMATIQUE ; LIBRAIRIE PAPETERIE LE SENEGAL ; TECHNOLOGIES CONSULTING SERVICES
Nombre d'offres reçues	Cinq (05) : SAREDICA ; BUROTIC DIFFUSION ; TEKACCES ; UNIVERS INFORMATIQUE ; LIBRAIRIE PAPETERIE LE SENEGAL
Attributaire	UNIVERS INFORMATIQUE
Montant F CFA HTVA	6 230 000
Non conformités	<p>Les copies des lettres d'information des candidats non retenus qui nous ont été transmises ne portent pas d'accusé de réception des candidats auxquels les lettres ont été adressées, pour attester de l'effectivité de leur réception.</p> <p>Le contrat joint au dossier n'est pas enregistré au niveau de la DGID par le titulaire, en violation de l'article 464.9 du CGI et de l'article 149 du CMP.</p>
Recommandations	<p>Veiller sur l'effectivité de la transmission des lettres de rejet aux candidats non retenus.</p> <p>Veiller à l'enregistrement des contrats conformément</p>

	aux dispositions de l'article 464.9 du CGI et de l'article 149 du CMP.
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>Les lettres d'information ont été envoyées en utilisant les mêmes adresses mail que pour le lancement de la consultation, malgré que ce niveau de dépense n'exige pas ces formalités.</p> <p>Le contrat enregistré existe en un original classé au niveau de la DAF.</p>
Appréciation du Consultant	<p>Le marché auquel vous faites allusion dans votre réponse, bien que portant le même intitulé et le même numéro, ne porte pas le même montant ni le même attributaire que ceux figurant sur la fiche de travail figurant dans le rapport provisoire. Ainsi, vos commentaires sur les lettres d'information ne sont pas applicables pour ce marché.</p> <p>Aucune copie du contrat enregistré n'a été classée dans le dossier lors de la revue et ne nous a été non plus transmise par la suite.</p> <p>Nous maintenons l'ensemble de nos observations faites dans le rapport provisoire.</p>

3.2.6 Marchés passés par Entente Directe

ED N° 0453/MEF/DCMP/42 REALISATION DES TRAVAUX DE CANAUX DE DRAINAGE ET D'AMENAGEMENT DE BASSINS ET DE VOIRIES DE LA PHASE D'URGENCE /REALISATION DU SYSTEME DE DRAINAGE DES ZONES DE DALIFORT ET NIETY MBAR	
Financement	Banque Mondiale Accord de crédit : IDA 5096-SN
Date de demande d'ANO à l'IDA pour passer l'ED	28 novembre 2012
Date de demande d'autorisation à la DCMP pour passer l'ED	19 décembre 2012
Date d'ANO de l'IDA pour passer l'ED	27 décembre 2012
Demande d'ANO de l'ADM pour la Passation du Marché par entente directe	29 janvier 2013
Date d'autorisation de la DCMP sur l'ED	31 janvier 2013
Demande d'ANO de la DCMP sur le contrat	28 février 2013
Demande d'ANO de l'IDA sur le contrat	1 ^{er} mars 2013
ANO de la DCMP sur le contrat	04 mars 2013
ANO de l'IDA sur le contrat	09 mars 2013
Date de souscription du Marché n° T-01/2013/ADM	15 mars 2013
Date d'approbation du contrat	29 mars 2013
Délai d'exécution	06 mois
Date d'immatriculation du contrat	05 avril 2013
Date d'enregistrement du marché	10 avril 2013
Date de demande d'ANO sous le N° 001271/ADM/DG/SPM/jb	11 avril 2013
Date de notification du marché	25 avril 2013
Attributaire	EIFPAGE SENEGAL

Montant du marché en FCFA TTC	3.721.195.331
Date de l'ANO sur l'avenant IDA	29 mai 2013
Date de souscription de l'Avenant 1	25 juin 2014
Date de l'ANO sur l'avenant DCMF	02 juillet 2013
Date d'approbation de l'avenant 1	04 juillet 2014
Avenant 1	Sans incidence financière
Non conformités	<p>Les ordres de services requis, en conformité au point 52.1 du CCAP, relatif à l'entrée en vigueur du marché ne sont pas classés au dossier.</p> <p>Au regard des clauses du contrat, notamment à son point 19.1.1 du CCAP, relatif au délai d'exécution de six mois à partir de la date de l'ordre de service, il est bien précisé que ... « l'Entreprise sera fondée à demander une extension de délai en cas de défaillance du fournisseur de pavés ». Seulement, aucun document versé au dossier ne fait allusion à une demande de report de délai d'exécution dû à une défaillance du fournisseur de pavés.</p> <p>Par conséquent, conformément à la réglementation, sans une demande motivée de la Société EIFFAGE, l'Autorité contractante devrait se conformer à la réglementation et appliquer des pénalités de retard en lieu et place des lettres N° 003265/ADM/DG/DT/and du 21/10/2013 et N° 004342/ADM/DG/DT/kmf du 31 décembre 2013, accordant des délais supplémentaires à l'Entreprise. L'article 134 du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 stipule : ...A moins que le marché en dispose autrement, les pénalités pour retard sont appliquées sans mise en demeure préalable, sur la simple confrontation de la date d'expiration des délais contractuels d'exécution et de la date de réception ».</p>
Recommandations	S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue

	des dossiers de marchés.
Commentaires de l'Autorité Contractante	Veillez trouver ci-joint les OS.
Appréciation du Consultant	Aucun des ordres de service qui nous sont parvenus n'est adressé à l'entreprise EIFFAGE, ils concernent d'autres marchés qui ont été traités par la mission. Nous maintenons les observations formulées dans notre rapport provisoire.

ED SUPERVISION DES TRAVAUX DE CANAUX DE DRAINAGE ET D'AMENAGEMENT URBAIN DES BASSINS ET VOIRIES DE LA PHASE D'URGENCE (SECTEUR 1 / DALIFORT) ET SECTEUR 2 (BAGDAD, WAKHINANE).	
Financement	IDA - PROGEP
Date de demande d'ANO de la Banque Mondiale sur la procédure d'entente directe	28 novembre 2012
Date de demande d'ANO de la DCMP sur la procédure d'entente directe	19 décembre 2012 Par lettre N° 003866/ADM/DG/DT/and du 19/12/2012
Date d'ANO de la Banque Mondiale (IDA) sur la procédure d'entente directe	27 décembre 2012
Demande d'ANO de l'IDA sur le Dossier de Consultation par entente Directe	28 décembre 2012
ANO de l'IDA sur le Dossier de Consultation	10 janvier 2013
Transmission DP par entente Directe pour ANO à la DCMP	-
ANO de la DCMP sur le DP par entente Directe	-
Transmission du Dossier de Demande de Proposition au Bureau COMETE	25 janvier 2013
Dépôt des offres du Bureau COMETE	29 janvier 2013
Date d'ANO de la DCMP sur la procédure d'entente directe	31 janvier 2013
PV de négociations	Non classé dans le dossier
Date de demande d'ANO de l'IDA sur le contrat	<p>La première demande d'ANO n'est pas classée au dossier.</p> <p>En date du 21 mars 2013, l'ADM a envoyé un courriel le contrat de COMETE corrigé suite aux observations de l'IDA, ainsi que les offres financière et technique de COMETE et le PV de négociations.</p> <p>Les offres financière et technique de COMETE et le PV de négociations ne sont pas classés au dossier.</p>

Date de souscription	11 avril 2013
Date de l'attestation d'existence de crédits	17 avril 2013 Lettre n° 002134/MEF/DGF/DI/phd Le montant de 236.278.089 F CFA sera financé par le crédit 5096-SN conclu entre le Gouvernement du Sénégal et la Banque Mondiale.
Demande d'examen juridique et technique du contrat à la DCMP	17 avril 2013
ANO de l'IDA sur le contrat	Non versé au dossier
Date de l'ANO de la DCMP sur le projet de contrat	25 avril 2013
Publication de l'avis d'attribution définitive	Le support n'est pas classé au dossier. Cependant, par courriel en date du 15/04/2013 Mme Ndiaye fait noter que l'avis a bel et bien été publié dans UNDB
Date d'approbation	02 mai 2013
Date d'immatriculation	Le document d'immatriculation n'est pas versé au dossier
Date de notification	La lettre portant notification du marché n'est pas classée au dossier.
Date d'enregistrement des contrats	Le contrat ne porte pas de mention d'enregistrement.
Délai d'exécution	18 mois Conformément au point 2.4 des Conditions particulières du Contrat, la période considérée sera de 18 mois consistant en une mission de 06 mois à compter du début de la mission et une mission de 01 mois à compter du 11 ^{ème} mois de la période de garantie.
Attributaire	COMETE INTERNATIONAL
Montant en F CFA TTC	236.278.089
Date de l'AVENANT N°1	25 février 2014
Date de demande d'ANO sur l'Avenant à la DCMP	11 avril 2014
Date de demande d'ANO sur l'Avenant à l'IDA	27 mai 2014
ANO de l'IDA sur l'avenant	18 juin 2014

	Avis de non objection de l'IDA sur le projet d'avenant pour un montant ne dépassant pas 228.829.809 F CFA
Date d'ANO de la DCMP sur l'avenant	04 juillet 2014
Date d'approbation de l'avenant	11 août 2014
Montant de l'avenant	193.923.567 F CFA HT 228.829.809 F CFA TTC Avenant souscrit le 1 ^{er} juillet 2014 Avenant enregistré le 18 août 2014
Montant du contrat révisé	394.159.236 F CFA HT 465.107.898 F CFA TTC
Notification de l'avenant	le 29 août 2014 par lettre N° 002716 /ADM/DG/SPM/on
Délai supplémentaire de l'avenant	09 mois et 17 jours
Non conformités	Un délai anormalement long a été noté entre la demande d'ANO adressée à la DCMP par l'AC pour l'avenant (11 avril 2014) et l'ANO qui n'a été effectif que le 04 juillet 2014, soit un peu plus de deux mois et demi. Ces lenteurs dans la procédure de passation du marché constituent une entrave aux principes d'économie et d'efficacité qui régissent la commande publique.
Recommandations	Veiller au respect du classement et de l'archivage sans lequel l'étape réglementaire de la revue à posteriori ne peut pas se faire dans les conditions souhaitées.
Commentaires de l'Autorité Contractante	Pendant cette période l'ADM avait des problèmes de réception de correspondance avec le système PROCYS. De ce fait l'ANO en date du 29 mars 2013 a été renvoyé par mail le 12 avril 2013 Monsieur Africa AOLOJOBA de la Banque Mondiale à partir de son adresse de service avec la mention : « le courrier de non objection ci-dessous a pour objet de régulariser dans le système PROCYS, la non objection donné par le Banque mondiale par courrier électronique du

	<p>29 mars 2013 ».</p> <p>Ce mail en date du 12 avril 2013 a été versé dans le dossier qui vous a été transmis lors de l'audit (voir PJ).</p> <p>Les services sont financés par l'IDA qui n'a pas fixé un plafond pour les avenants comme en témoigne son ANO et celui de la DCMP.</p> <p>L'article du code des marchés publics que vous avez évoqué est en contradiction avec les « directives de la BM » ; dans ce cas le paragraphe 1 de l'article 3 du code des marchés publics s'applique.</p> <p>Contrat enregistré existe en 1original est classé au niveau de la DAF</p> <p>Concerne la DCMP.</p>
Appréciation du Consultant	<p>Nous prenons bonne note sur les explications fournies sur l'ANO de l'IDA et du mail à l'appui.</p> <p>Nous prenons acte sur les montants non plafonnés pour les avenants concernant les marchés financés par l'IDA et du paragraphe 1 de l'article 3 du CMP contraire à l'article 24 du CMP.</p> <p>Par conséquent, nous retirons nos commentaires faits sur ces deux points dans le rapport provisoire.</p> <p>Aucune copie du contrat enregistré ne nous a été transmise. Nous maintenons les observations formulées dans notre rapport provisoire.</p>

ED N° 003685/MEF/DCMP/49 Sélection d'un consultant charge des études techniques (APS, APD, DAO) de la phase 2 du Projet de Gestion des Eaux Pluviales et d'adaptation au changement climatique (PROGEP).	
Financement	Crédit IDA N° 50960
Date de demande d'ANO à l'IDA pour passer l'ED	21 mai 2013
Date d'ANO de l'IDA pour passer l'ED	1 ^{er} juillet 2013
Date de demande d'autorisation à la DCMP pour passer l'ED	05 juillet 2013
Date de transmission de la DP au Cabinet Merlin	05 juillet 2013
Date d'autorisation de la DCMP sur l'ED	10 juillet 2013 Par lettre n° 003685/MEF/DCMP/49 du 10 juillet 2013
Date de signature de la négociation	20 septembre 2013
Demande d'ANO de l'IDA du projet de contrat	1 ^{er} novembre 2013
ANO de l'IDA projet de contrat	09 novembre 2013 Pour un montant de 90.448.306 F CFA et 934.718 Euros
Date de souscription du contrat	21 novembre 2013
Date de l'Attestation d'Existence de crédit	02 décembre 2013
Demande d'ANO de la DCMP du projet de contrat	04 décembre 2013
ANO de la DCMP sur le contrat (Examen juridique et technique)	06 décembre 2013
Date d'approbation du contrat	23 décembre 2013
Date d'immatriculation du contrat	24 décembre 2013 N°C 2517/13
Délai d'exécution	09 mois

Date de notification du marché	<p>10 janvier 2014</p> <p>Marché n° C.10/2013/ADM</p> <p>Par lettre N° 000082/ADM/DG/DAF/nft. Lettre reçue le 10 janvier 2014 par le Cabinet MERLIN.</p>
Ordre de Service	<p>Notification de l'ordre de service N° 000120/ADM/DG/DT/MT/and du 16 janvier 2014.</p> <p>Reçue par le Cabinet Merlin le 16 janvier 2014</p>
Attributaire	CABINET MERLIN
Montant du marché en FCFA	<p>934.718 EUROS + 90.448.306 F CFA</p> <p>Le montant est libellé en devises et en monnaie locale</p> <p>Soit un total de 703.583.121 F CFA</p>
Date d'enregistrement du marché	08 janvier 2014
Non conformités	<p>La version définitive de l'offre financière du Cabinet Merlin, n'est pas, non plus, classée au dossier. Le dossier ne contient que les offres du 22 juillet 2013 qui ont été amendées à plusieurs reprises avant de donner la version définitive susvisée. De ce point de vue, le PV de négociations devrait être plus explicite sur ces points d'amendement en retraçant les discussions qui ont prévalu et leur objet réel de manière à apprécier les révisions éventuelles de prix qui ont été opérées.</p> <p>L'article 76 du Code des marchés Publics stipule qu'un marché par entente directe ne peut être passé qu'avec des entrepreneurs, fournisseurs ou prestataires de services qui acceptent de se soumettre à un contrôle des prix spécifiques durant l'exécution des prestations. Cependant, aucun document classé dans le dossier n'atteste de la réalité du contrôle des prix spécifiques avec le Cabinet Merlin.</p> <p>Les documents classés au dossier et relatifs aux paiements ne traduisent pas les modalités de règlement définies à la clause 6.4 (a) du contrat. En effet, les factures ne font pas référence aux rapports produits de manière à mieux suivre la réalité du respect de ladite clause qui fixe le pourcentage de règlement à appliquer au montant du contrat en fonction de la production de chacun des rapports attendus (Rapport de synthèse des travaux préparatoires, rapport complet APS, ...etc.),</p>

	tel que rappelé ci-avant.
Recommandations	<p>Lister les informations requises pour le contrôle des prix de revient et la périodicité de leur transmission dans la clause du contrat y relative ; mettre en œuvre ce contrôle requis aux termes de l'article 76 du CMP.</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	Ce point devra être revu car semble en contradiction avec les directives de la BM.
Appréciation du Consultant	Nous prenons acte du fait que les directives de la BM ne prévoient pas le contrôle des prix spécifiques durant l'exécution des prestations. Par conséquent, nous maintenons nos observations formulées dans notre rapport provisoire.

3.3 Constats relatifs à l'exécution financière

SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION FINANCIERE
Absence de contrôle de l'enregistrement préalable des contrats aux taxes indirectes avant la mise en règlement des factures.
SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION FINANCIERE
Veiller à l'accomplissement de la formalité de l'enregistrement avant la mise en paiement des factures fournisseurs.

3.4 Constats relatifs à l'audit physique (matérialité, exécution physique)

3.4.1 Sélection

3.4.2 Travaux effectués

3.4.3 Résultats

SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION PHYSIQUE	
	NON EFFECTUEE
SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION PHYSIQUE	
	NON EFFECTUEE

SECTION 4
SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET RECOMMANDATIONS

TABLEAUX DE SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DESRECOMMANDATIONS SUR LA PASSATION DES MARCHES

APPEL D'OFFRES

Des délais anormalement longs ont été notés dans la mise en œuvre des procédures d'appel d'offres en violation des dispositions de l'article 70 du CMP aux termes duquel la Commission des Marchés dispose d'un délai de 15 jours pour procéder aux opérations d'évaluation, délai susceptible d'être prorogé de 10 jours après avis favorable de la DCMP. Nonobstant le non-respect des délais réglementaires, les requêtes aux fins de prorogation des délais ni les avis de la DCMP ne figurent dans les dossiers de marché.

PRESTATIONS INTELLECTUELLES

Les non-conformités récurrentes ci-après ont été notées sur la mise en œuvre des procédures de demandes de propositions :

- Certaines défaillances au niveau du classement et de l'archivage, ont été également soulevées à travers la revue de certaines procédures, notamment au niveau de la transmission du PV d'ouverture des plis aux firmes et groupements de firmes dont les Manifestations d'Intérêt ont été ouvertes, des supports de publication des avis d'attribution provisoire et définitive des marchés en application des articles 83 et 85 du CMP, des justificatifs de règlement, des rapports produits par les consultants et des attestations de service fait prouvant que les consultants individuels se sont acquittés des missions qui leur ont été confiées.
- Un contrat, souscrit pour une durée de quatre (04) mois, a accusé d'un retard de quatorze (14) mois sans application des pénalités de retard, en violation de l'article 134 du CMP. A ce niveau, il a été également noté le non-respect par l'Autorité contractante, du calendrier de paiements.
- Un contrat n'est pas enregistré au niveau du service des Impôts et des Domaines, en violation des dispositions de l'article 464.9 du CGI.

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX

Les non-conformités récurrentes ci-après ont été notées sur la mise en œuvre des procédures de Demandes de Renseignements et de Prix :

- Pour la totalité des procédures de demandes de renseignements et de prix, au-delà des manquements liés au classement des justificatifs de règlement des marchés, les modalités de paiements ne sont pas mentionnées dans les contrats en application des dispositions de l'article 13 du CMP, mais aussi, les formalités d'enregistrement des marchés ne sont pas remplies par leurs titulaires, en violation des dispositions de l'article 464.9 du CGI et de l'article 149 du CMP.
- Les copies des lettres d'invitation classées au dossier ne portent pas les mentions d'accusé de réception des prestataires sollicités, pour attester de l'effectivité de leur réception.
- Concernant l'une des DRP, les membres de la Commission des marchés ont été convoqués le 21 octobre 2013 par lettre N° 003260/ADM/DG/SPM/jb, soit trois (03) jours avant l'ouverture des plis, alors que l'article 39 du Code des Marchés Publics fixe le nombre de jours à cinq (05) jours francs avant la séance.
- Concernant le marché relatif à l'impression des plans d'adressage, l'entreprise POLYKROME a été éliminée au motif qu'elle a proposé un délai d'exécution de 60 jours en lieu et place des 45 jours exigés par l'un des deux (02) cahiers de charges versés au dossier. La proposition de l'entreprise susvisée étant conforme aux prescriptions du deuxième cahier des charges versé au dossier, son élimination doit être considérée comme abusive du fait de l'existence de ces deux (2) règlements de la consultation pour une même procédure. Ce qui n'est pas conforme aux principes de transparence des procédures et peut entraîner l'annulation de la procédure, à la requête du candidat lésé ou de toute personne intéressée au bon déroulement de la procédure.
- En plus, un délai anormalement long a été noté entre la date d'ouverture des plis et la date d'évaluation des offres (27 jours) en violation de l'article 70 du CMP qui dispose que la commission d'évaluation doit proposer l'attribution du marché à l'Autorité contractante dans un délai maximum de quinze (15) jours à compter de la séance d'ouverture des plis, avec la possibilité d'une prorogation exceptionnelle de dix (10) jours qui doit être préalablement soumise à l'avis de la DCMP.

ENTENTE DIRECTE

Les non-conformités récurrentes ci-après ont été notées sur la mise en œuvre de trois procédures d'entente directe :

- Un défaut de classement du marché de base signé en 2009 et des ordres de services requis, en conformité au point 52.1 du CCAP et relatif à l'entrée en vigueur du marché a été noté pour l'un des marchés.
- Contrairement aux modalités de règlement définies à la clause 6.4 (a) du contrat de l'un des marchés, les factures ne font pas référence aux rapports produits par le consultant, alors que le pourcentage de règlement à appliquer au montant du marché dépend de la production de chacun des rapports dont le délai de production est défini dans le DAC (Rapport de synthèse des travaux préparatoires, rapport complet APS, ...etc.).

SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR LA PASSATION DES MARCHES

AOO

Veiller à la cohérence des informations mentionnées dans les documents de passation des marchés ;

Veiller à choisir les incoterms appropriés et retenir des critères d'évaluation a priori acceptables et reconnus des parties ;

Faire procéder à une réception régulière du matériel aux services concernés par une commission de réception dûment constituée.

PRESTATIONS INTELLECTUELLES

Veiller à la transmission du PV d'ouverture aux candidats ;

Se conformer aux dispositions de l'article 464-9 du CGI et de l'article 149 du CMP, sur l'enregistrement du marché par le titulaire ;

Se conformer aux dispositions contractuelles sur les modalités de paiements ;

Veiller à appliquer les pénalités de retard conformément à l'article 134 du CMP ;

Se conformer aux dispositions des articles 83 et 85 du CMP, sur la publication des attributions provisoire et définitive ;

S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.

DRP

Veiller au respect des dispositions de l'article 39 du Code des Marchés Publics, sur le délai de cinq (5) jours francs entre la convocation des membres de la Commission des Marchés et la séance d'ouverture des plis ;

Se conformer aux dispositions de l'article 149 du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics et de l'article 464.9 du CGI, sur l'enregistrement du marché par son titulaire ;

Veiller à la mention des modalités de paiements dans le contrat ;

Veiller à la cohérence des informations mentionnées dans les documents de passation des marchés et à une bonne préparation des marchés ;

Veiller au respect des dispositions de l'article 70 du CMP ;

Se conformer aux dispositions de l'article 78.2 du CMP et de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP, sur l'information des candidats non retenus ;

Veiller à l'utilisation de la terminologie appropriée à la nature du marché ;

Veiller sur l'effectivité de la transmission des lettres de rejet aux candidats non retenus ;

S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.

ENTENTES DIRECTES

Veiller à éviter les lenteurs dans le déroulement de la procédure, pour plus d'économie et d'efficacité ;

Veiller au respect des dispositions de l'article 76 du CMP, sur le contrôle spécifique des prix ;

S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.

SECTION 5
SUIVI DES RECOMMANDATIONS ANTERIEURES

Rappel des recommandations	Actions entreprises par l'ADM	Evaluation des actions entreprises	Plan d'action suggéré	Commentaires de l'autorité Contractante
Pour les appels d'offres, les avis d'attribution définitive n'avaient pas été publiés tel préconisé par les dispositions de l'article 85 du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics.	Aucune	Recommandation non mise en œuvre.	Recommandation à reconduire	
Pour les DRP, les procès-verbaux d'attribution n'ont pas été transmis à la DCMP pour publication sur le portail des marchés publics comme stipulé à l'article 78 alinéa 3b du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics.	Aucune	Recommandation non mise en œuvre.	Recommandation à reconduire	
Le délai minimum de 15 jours entre la publication de l'attribution provisoire et la signature du marché n'a pas été respecté en violation des dispositions de l'article 84 du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics.	Aucune	Recommandation non mise en œuvre.	Recommandation à reconduire	
Les rapports trimestriels n'ont pas été produits par la cellule de passation de marchés contrairement à ce que prévoit l'arrêté n° 011586 du 28/12/07 pris en application de l'article 35 du code des	Recommandation mise en place	Mise en place satisfaisante.	Aucun	

marches publics relatif aux cellules de passation de marches des autorités contractantes .				
La chronologie des documents en matière de passation des marchés n'a pas été respectée.	Recommandation mise en place	Mise en place satisfaisante	Aucun	

SECTION 6
STATISTIQUES DES ANOMALIES

TABLEAU DE SYNTHESE DES VIOLATIONS DU CODE DES MARCHES PUBLICS

Description	DP N° 03/12/ADM	DP	DP N° 01/13/PROGEP/ADM
Nature	Assistance de facilitateurs sociaux à la mise en œuvre de projets d'investissement communautaires du secteur de Yeumbeul	Sélection d'un consultant individuel pour l'élaboration d'un plan de communication et la vulgarisation du plan directeur de drainage et de l'avant-projet détaillé (APD à Phase I)	Sélection d'un consultant individuel pour la supervision et le contrôle des travaux de la Phase I du PROGEP
Attributaires	MS et ASSOCIES (MSA)	MOKHTAR KANE	CABINET MERLIN
Montants en F CFA TTC	229 061 600	14 944 500	440 109 995
Violation de l'article 83.3 du CMP sur l'information des candidats non retenus dès après l'attribution du marché	✓	✓	✓
Violation de l'article 83.3 du CMP, sur la publication de l'avis d'attribution provisoire			✓
Violation de l'article 85 du CMP, sur la publication de l'avis d'attribution définitive			✓
Non exhaustivité des documents de passation des marchés	✓		✓
Violation de l'article 134 du CMP sur l'application des pénalités de retard		✓	

Description	DRP N° 04/13/ADM	DRP N° 03/13/ADM	DRP
Nature	Nettoiemnt et entretien des locaux de l'ADM	Impression des plans d'adressage	Acquisition de matériels informatiques et de logiciels pour les ARD (Relance)
Attributaires	Téranga Multiservices	La Rochette	ABM Technologies
Montants en F CFA	5 590 368 TTC	3 411 000 HTVA	10 770 700 HTVA
Violation de l'article 39 du CMP sur la convocation aux réunions de la commission des marchés	✓		
Non exhaustivité des documents de passation des marchés			✓
Violation de l'article 24 nouveau du CMP sur le principe de transparence des procédures		✓	
Violation de l'article 70 du CMP sur le délai maximum à respecter entre l'ouverture des plis et l'attribution du marché			✓
Violation de l'article 464- du CGI sur l'enregistrement des marchés	✓	✓	✓

Description	DRP	DRP F-16-2013-ADM	DRP N° F-14/2013/ADM RELANCE
Nature	Acquisition de matériels informatiques et de logiciels pour les ARD (Relance)	Demande de Cotation entretien et maintenance matériel téléphonique	Fourniture d'agendas personnalisés 2014 LOT 1 : Agendas ADM Président LOT 2 : Agendas ADM de poche
Attributaires	ABM TECHNOLOGIES	SATEL	SAPHIR.COM
Montants en F CFA	10 770 700 TTC	1 003 000 TTC	11 770 500 TTC
Non exhaustivité des documents de passation des marchés	✓	✓	✓
Violation de de l'article 78.2 du CMP et de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP sur l'information des candidats non retenus	✓		
Violation de l'article 70 du CMP sur le délai maximum à respecter entre l'ouverture des plis et l'attribution du marché	✓		
Violation de l'article 464- 9 du CGI sur l'enregistrement des marchés	✓	✓	✓

Description	ED N° 0453/MEF/DCMP/42	ED	ED N° 003685/MEF/DCMP/49
Nature	Réalisation des travaux de canaux de drainage et d'aménagement de bassins et de voiries de la phase d'urgence/ Réalisation du système de drainage des zones de Dalifort et Niety Mbar	Supervision des travaux de canaux de drainage et d'aménagement urbain des bassins et voiries de la Phase d'Urgence (Secteur 1 / Dalifort) et Secteur 2 (Bagdad, Wakhinane)	Sélection d'un consultant chargé des études techniques (APS, APD, DAO) de la Phase 2 du projet de gestion des eaux pluviales
Attributaires	EIFFAGE SENEGAL	COMETE INTERNATIONAL	CABINET MERLIN
Montants en F CFA TTC	3 721 195 531	236 278 089	703 583 121
Violation de l'article 24 du CMP sur le montant des avenants		✓	
Non exhaustivité des documents de passation des marchés	✓	✓	✓

7. ANNEXES

7.1 LETTRE DE TRANSMISSION DU RAPPORT PROVISOIRE



Point E, Boulevard de l'Est Angle Rue de Kaolack BP 11 616 Dakar Tél : 221 33 825 13 16 / 221 33 825 62 59 E mail bsc@arc.sn

Dakar, le 13 juillet 2015

**Monsieur le Directeur Général
de l'Agence de Développement Municipal
(ADM)**

Objet : Transmission du Rapport Provisoire de la mission de Revue Indépendante de la conformité des procédures de passation des marchés des autorités contractantes au titre de la gestion 2013

Monsieur le Directeur Général,

Nous vous prions de trouver ci-joint la version provisoire du rapport de la mission en objet pour examen en vue de la tenue d'une séance de travail, à votre convenance, au cours de la semaine du 13 au 19 juillet 2015.

Vos commentaires et observations sont attendus dans les quinze jours suivant réception de la présente pour nous permettre de finaliser le rapport.

Veuillez agréer, **Monsieur le Directeur Général**, l'expression de notre parfaite considération.



**Ibra Guèye
Directeur-Associé**

7.2 REPONSES DE L'ADM



Agence de Développement Municipal
5, Avenue Carde
Immeuble Carde Rénovation - 3e étage
B.P. 6783 - Dakar-Etoile
Tél: (221) 33 849 27 10
Fax: (221) 33 842 25 76

00 23 17

N°.....ADM/DG/SPM/jb

Dakar, le 04 AOUT 2015

Le Directeur Général

Objet : Rapport provisoire sur la revue indépendante de la conformité des procédures de passation des marchés des autorités contractantes au titre de la gestion 2013 de l'Agence de Développement Municipal.

Ref: V/L du 13 juillet 2015

Monsieur le Directeur-Associé,

La revue indépendante par le cabinet BSC s'est déroulée dans les locaux de l'ADM au cours du mois de mars 2015. Le rapport provisoire y relatif a été transmis à l'ADM le 14 juillet 2015.

Une séance de travail entre BSC et ADM a été tenue le 24 juillet 2015 à 08 h 30 à l'ADM.

Après examen de votre rapport cité en objet, nous avons pris bonne note de vos observations visant l'amélioration de la passation des marchés au niveau de l'ADM.

Pour notre part, nous vous transmettons, ci-joint, nos commentaires et les autres pièces non retrouvées dans les box-archive.

Je vous prie de croire, **Monsieur le Directeur-Associé**, à l'assurance de ma considération distinguée.

P.J. : document précité

Monsieur le Directeur-Associé
BSC, Point E, Boulevard de l'Est Angle Rue de Kaolack,
D A K A R-SENEGAL
Tél: 33 825 13 16 / 33 825 62 59



CHEIKH ISSA SALL

**COMMENTAIRES DE L'AGENCE DE DEVELOPPEMENT MUNICIPAL
(ADM) SUR LE
RAPPORT PROVISOIRE DU CABINET BSC CHARGE DE LA REVUE
INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE DE LA PASSATION DES MARCHES
AU TITRE DE LA GESTION 2013**

La revue indépendante par le cabinet BSC s'est déroulée dans les locaux de l'ADM au cours du mois de mars 2015. Le rapport provisoire y relatif a été transmis à l'ADM par le cabinet BSC le 14 juillet 2015.

Une séance de travail entre BSC et ADM a été tenue le 24 juillet 2015 à 1008 h 30 à l'ADM.

Commentaire général

1. Nous vous prions de bien vouloir mentionner l'origine du financement pour chacun des 16 marchés de l'échantillon traités ci-après.
2. Le 3.1.7 Autres n'est pas renseigné ou faut-il le supprimer ?
3. Le paragraphe 2.30 des directives sélection et emploi de consultants par les emprunteurs de la Banque Mondiale dans le cadre des prêts de la BIRD et des crédits et don de l'AID, stipule : « dès conclusion positive des négociations, et après émission de l'ANO de la Banque relatif au marché négocié paraphé, l'Emprunteur avisera les autres consultants figurants sur la liste restreinte qu'ils n'ont pas été retenus, et ce dans les meilleurs délais »
4. Le paragraphe 4.10 des directives sélection et emploi de consultants par les emprunteurs de la Banque Mondiale dans le cadre des prêts de la BIRD et des crédits et don de l'AID, stipule que « l'utilisation des pénalités contractuelles n'est pas non plus recommandée pour les services de consultants, car la prestation de services de nature intellectuelle et de conseil dans les délais impartis dépend à plusieurs égards des actions du client, ce qui rend par conséquent difficile de retenir l'unique responsabilité du consultant en cas de retard »
5. Tous les contrats sont enregistrés ; et chacun est en un original classé au niveau de la DAF.

Commentaires spécifiques

APPEL D'OFFRES OUVERT

1. TRAVAUX DE DRAINAGE ET D'AMENAGEMENT URBAIN DES BASSINS ET VOIERIES DE LA PHASE 1

LOT N° 1

REALISATION DES COLLECTEURS DE DRAINAGE DE LA ZONE DE DALIFORT Y COMPRIS LES
OUVRAGES ANNEXES, LES BASSINS D'ECRETEMENT ET LA CONSTRUCTION DE VOIERIES

LOT N° 2

REALISATION DES COLLECTEURS DE DRAINAGE DE LA ZONE DE NIETTY MBAR Y COMPRIS LES
OUVRAGES ANNEXES, BASSINS D'ECRETEMENT AINSI QUE LA CONSTRUCTION DE VOIERIES

Observations de l'auditeur	Commentaire de l'ADM
Aucune anomalie significative n'a été identifiée	RAS

2. Acquisition de matériels informatiques en appui aux Directions Centrales phase 2

TOURE EQUIPEMENTS : F 10/2013/ADM

Montant : 73 078 952 HT/HD

Financement : IDA - PRECOL

Commentaire l'auditeur	Commentaire de l'ADM
Deux procès-verbaux d'attribution signés du 17 mai 2013 pour des réunions de la commission d'attribution qui auraient été tenues les 17 mai et 17 juin ont été dressés pour se conformer aux termes commerciaux et incoterms définis dans le DAO. Nous rappelons que le rapport d'évaluation technique est daté du 12 juin 2013 donc l'attribution ne peut pas être antérieure à l'évaluation des offres si l'on tient compte du procès-verbal d'attribution signé le 17 mai 2013. Il est également constaté que la demande d'ANO adressée par la PRM à la DCMP date du 24	Pour retracer la procédure d'attribution : Après l'ouverture des offres Dans la chemise Attribution du dossier qui vous a été transmis à l'occasion de l'audit des marchés, il y a deux PV d'attribution et deux rapports d'évaluation. Le premier rapport, de mai 2013, a été validé par la commission des marchés et consigné dans le PV en date du 17 mai 2013. Suite à cela une demande d'ANO fut adressée à la DCMP le 24 mai 2013. Cette dernière dans son

<p>mai 2013 alors que l'évaluation technique s'est déroulée le 12 juin 2013. Il convient de veiller à la cohérence des informations mentionnées dans les documents de passation des marchés.</p> <p>Les offres des soumissionnaires ont été faites soit en HT/HD soit en TTC ou en DDP alors que l'exécution physique du marché imposait une vente en DDP avec tous les coûts de l'opération jusqu'à la livraison finale sur les sites désignés par l'acheteur et l'extraction des taxes sur la valeur ajoutée et les taxes douanières pour se conformer à la position de vente en HT/HD retenue dans le contrat. Cette démarche était réalisable et maîtrisable tout en préservant les intérêts du vendeur ; tous les frais étant à sa charge jusqu'à la fin de l'opération. Par ailleurs, le fait d'avoir fait appel à un spécialiste (un transitaire) pour déterminer le taux applicable de la valeur en douane et ramener la position CIP en HT/HD pouvait être contesté par l'attributaire.</p>	<p>courrier en date du 31 mai 2013 a fait des observations sur ledit rapport.</p> <p>La prise en compte de ces observations a entraîné la modification du rapport d'évaluation. Ce dernier avec la mention « rapport d'évaluation corrigé », daté juin 2013, est validé par la commission des marchés le 17 juin. Le rapport d'évaluation corrigé est envoyé ensuite à la DCMP, le 18 juin 2013 pour ANO obtenu le 24 juin 2013.</p> <p>Tous ces documents que nous venons d'énumérer se trouvaient dans le box qui vous a été transmis.</p> <p>La publication de l'attribution provisoire, ci-jointe, a été faite en HT/HD conformément au DAO.</p>
--	--

DEMANDE DE PROPOSITIONS

3. Services de consultant pour une assistance de facilitateurs sociaux à la mise en œuvre de projets d'investissement communautaires de secteur de Yeumbeul-Mbeubeuss

MSA : C 05/2013/ADM

Montant : 229 061 600 TTC

Financement : IDA - PROGEP

Commentaire l'auditeur	Commentaire de l'ADM
<p>Les justificatifs de la transmission des résultats de l'évaluation aux firmes et groupements de firmes ayant participé à l'appel à manifestations d'Intérêt ne sont pas classés dans le dossier de marché. Cette information des candidats est une exigence de transparence qu'il convient de respecter et de retracer dans le dossier de marché.</p> <p>Le dossier de marché comprend une copie d'un courriel du 18 septembre 2012 de l'ADM adressé à tous les candidats dont les Manifestations d'Intérêt ont été reçues et ouvertes le 26/07/2012 pour leur signifier qu'ils seront informés de la suite de la procédure dès que la liste restreinte sera arrêtée. Aucun autre document n'atteste de l'information effective des candidats du rejet de leur Manifestations d'Intérêt ce qui a d'ailleurs été déploré par la firme EATS en collaboration avec APAVE SAHEL et OPTIS), dans un courriel en date du 15 novembre 2012.</p> <p>Le dossier de marché ne comprend pas de support de publication des avis d'attribution provisoire et définitive.</p>	<p>La lettre n'est pas fournie dans le dossier.</p> <p>Cependant elle a été envoyée à tous les consultants non retenus par mail en date du 20 décembre 2012 (voir pj).</p> <p>Suite à la demande d'information du groupement AETS-APAVE Sahel-OPTIS, l'ADM a répondu, le 16 novembre 2012 (voir pj), que le processus est en cours. En effet les ANO de l'IDA et de DCMP ayant été obtenus respectivement les 12 et 18 décembre 2012, l'ADM n'était pas en mesure de lui fournir une autre réponse.</p> <p>Dans le rapport d'évaluation des manifestations d'intérêt approuvé par la BM et la DCMP, il n'y a pas de notes dans les manifestations d'intérêt sur financement BM (passage à supprimer par BSC).</p>
<p>Nous avons noté que la liste restreinte des candidats invités à participer à cette procédure de sélection comprend deux projets d'ENDA TIERS MONDE à savoir ENDA ECOPOP et ENDA GRAF SAHEL en groupement avec EVE et GAIA. A notre avis, la participation de ces deux entités</p>	<p>Cette présence dans la liste restreinte de ces deux entités fût soulevée par l'IDA et la DCMP lors de la demande d'ANO sur ladite liste. Et comme demandé par l'IDA, par courriel en date du 25 octobre 2012, l'ADM a envoyé des correspondances, le 31 octobre, à ENDA GRAF SAHEL et ENDA ECOPOP pour leur demander</p>

Réponse au cabinet BSC_ audit ARMP 2013

Page 4 sur 13

<p>d'ENDA TIERS MONDE fausse la concurrence car quand bien même il s'agit de deux projets distincts au sein d'ENDA TIERS MONDE, ils ont un lien qui est susceptible de biaiser la procédure</p>	<p>« les justificatifs nécessaires » pour lever toute équivoque sur l'appartenance ou non des deux structures au même groupe. Les dossiers ci-après ont été soumis à l'appréciation de l'ADM :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Accord de siège d'ENDA ECOPOP, par mail du 12 novembre 2012 ✓ Déclaration d'association d'ENDA GRAF SAHEL délivré par l'Etat et son agrément comme ONG, le 28 août 2006 par le ministre de la Femme, de la Famille et du Développement Social ont, par mail du 31 octobre 2012. <p>Ces documents transmis ont permis à l'ADM d'apprécier et de décider du maintien des deux structures dans la liste restreinte. Cette dernière a reçu l'ANO de l'IDA, 12 décembre 2012, et de la DCMP, 18 décembre 2012.</p>
<p>A l'issue de l'évaluation des propositions techniques, la notification de l'attribution provisoire du marché a été faite au Cabinet MSA en date du 10 mai 2013 mais les candidats non retenus n'ont été informés que le 17 juin 2013 c'est à dire après l'ouverture de l'offre financière de MSA qui a eu lieu le 13 mai 2013. Les candidats dont les offres n'ont pas été retenues doivent être informés après l'obtention de l'avis de non-objection de l'IDA et de la DCMP sur le rapport d'évaluation des propositions techniques. Cette information préalable est une exigence de transparence qui permet aux soumissionnaires d'exercer éventuellement leur droit de recours</p>	<p>Pour le recrutement du cabinet MSA c'est la méthode sélection fondée sur la qualité qui a été utilisée.</p> <p>Après ANO sur le rapport d'évaluation des propositions techniques le Cabinet MSA est invité le 10 mai 2013 à participer à l'ouverture de sa seule proposition financière car il avait la meilleure note technique.</p> <p>Et conformément au paragraphe 2.30 des directives de sélection et d'emploi de consultants par les emprunteurs de la Banque Mondiale dans le cadre des prêts de la BIRD et des crédits et don de l'AID, « dés conclusion positive des négociations, et après émission de l'ANO de la Banque relatif au marché négocié paraphé, l'Emprunteur avisera les autres consultants figurants sur la liste restreinte qu'ils n'ont pas été retenus, et ce dans les meilleurs délais »</p>

SELECTION DE CONSULTANT INDIVIDUEL

4. Elaboration d'un plan de communication et la vulgarisation du plan directeur de drainage et de l'avant-projet détaillé

Mouhamadou Mokhtar KANE : C02/2013/ADM

Montant : 14 944 500 TTC

Financement : IDA – PROGEF

Commentaire l'auditeur	Commentaire de l'ADM
Le candidat retenu a été informé le 29 mars 2013, tandis que les candidats non retenus l'ont été le 11 juin 2013 soit 73 jours après, en violation de l'article 83.3 du CMP.	Conformément au paragraphe 2.30 des directives de sélection et d'emploi de consultants par les emprunteurs de la Banque Mondiale dans le cadre des prêts de la BIRD et des crédits et don de l'AID, « dés conclusion positive des négociations , et après émission de l'ANO de la Banque relatif au marché négocié paraphé, l'Emprunteur avisera les autres consultants figurants sur la liste restreinte qu'ils n'ont pas été retenus, et ce dans les meilleurs délais »
Le contrat qui a été souscrit à la date du 24 mai 2013 pour une durée de 4 mois a accusé d'un retard de 14 mois dans son exécution. Aucune mise en demeure n'a été adressée au consultant, ni une pénalité appliquée pour le retard dans l'exécution, en violation de l'article 134 du CMP.	<p>La Banque ne prévoit de pénalités de retard ni dans les dossiers types ni dans les Directives en ce qui concerne les prestations intellectuelles.</p> <p>En effet au paragraphe 4.10 des directives de sélection et d'emploi de consultants par les emprunteurs de la Banque Mondiale dans le cadre des prêts de la BIRD et des crédits et don de l'AID, il est dit que « l'utilisation des pénalités de contractuelles n'est pas non plus recommandé pour les services de consultants, car la prestation de services de nature intellectuelle et de conseil dans les délais impartis dépend à plusieurs égards des actions du client, ce qui rend par conséquent difficile de retenir l'unique responsabilité du consultant en cas de retard »</p>

5. POUR L'ETUDE DES OUVRAGES PRIMAIRES DE DRAINAGE DES EAUX PLUVIALES DE LA REGION PERIURBAINE DE DAKAR AMONT DE BAGDAD

Commentaire l'auditeur	Commentaire de l'ADM
Aucune anomalie significative n'a été identifiée	RAS

DEMANDE DE PROPOSITIONS

6. Sélection d'un consultant pour la supervision et la contrôle des travaux de la phase 1 du PROGEF

CABINET MERLIN : C11/2013/ADM

Montant : 440 109 995 TTC

Financement : IDA – PROGEF

Commentaire l'auditeur	Commentaire de l'ADM
Les lettres adressées aux candidats non retenus pour les informer du rejet de leurs offres ont été envoyées par mail à la date du 11 juin 2013 soit 76 jours après la lettre d'information du candidat retenu, en violation de l'article 83.3 du CMP qui impose que lesdits candidats soient informés dès après la décision d'attribution du marché.	L'ADM a obtenu les ANO de l'IDA et de la DCMP sur le rapport d'évaluation des manifestations d'intérêts respectivement les 30 mai et 10 juin 2013. En date du 21 juin 2013 des lettres d'information, aux candidats non retenus, et des lettres d'invitation, aux candidats figurants dans la liste restreinte, ont été envoyées. Ces lettres sont contenues dans le box qui vous a été transmis
Les supports publicitaires des avis d'attribution provisoire et définitive ne sont pas classés dans le dossier de marché ; ces formalités de publicité requises aux termes des articles 83 et 85 du CMP doivent être respectées par l'autorité contractante qui doit veiller au classement des supports y relatifs dans le dossier de marché conformément aux instructions de l'ARMP	L'attribution a été publiée dans le UNDB en date du 13 janvier 2014
Les attestations de services faits ne sont pas joints au dossier	Contrat en cours d'exécution La DT ou la DAI valide toutes les acomptes avant paiement par la DAF.

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX

7. Nettoyement et entretien des locaux de l'ADM

TERANGA MULTI SERVICES : Contrat F 17/2013/ADM

Montant : 5 590 368 TTC

Financement : ADM

Commentaire l'auditeur	Commentaire de l'ADM
Les membres de la Commission des marchés ont été convoqués le 21 octobre 2013 par lettre N° 003260/ADM/DG/SPM/jb, soit trois (03) jours avant l'ouverture des plis, alors que l'article 39 du Code des Marchés Publics fixe le délai entre la convocation et la séance à cinq (5) jours francs.	En effet, un retard a été accusé dans la préparation de la convocation. Cependant 5 membres sur les six étaient présents à la séance
Non enregistrement du contrat	Le contrat enregistré existe en un original classé au niveau de la DAF

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX

8. Impression des plans d'adressage

ROCHETTE : Contrat F 13/2013/ADM

Montant : 3 411 000 HTVA

Financement : ADM

Commentaire l'auditeur	Commentaire de l'ADM
<p>L'offre du soumissionnaire POLYKROME a été rejetée à l'évaluation au motif que le soumissionnaire a proposé un délai de soixante (60) jours en lieu et place du délai de quarante-cinq (45) jours exigé par le cahier des charges. Le dossier de marché mis à notre disposition comprend deux cahiers des charges avec deux délais différents (45 jours et 60 jours) ; par conséquent, il y'a lieu de s'interroger sur les raisons de cette divergence qui pourrait être du fait de l'Autorité Contractante qui aurait, par inadvertance, transmis au soumissionnaire POLYKROME le Dossier d'Appel à la Concurrence mentionnant un délai d'exécution de 45 jours auquel cas l'élimination de ce soumissionnaire ne serait pas fondée et pourrait entraîner l'annulation de la procédure en cas de recours du candidat lésé ou de toute autre personne intéressée au bon déroulement de la procédure. L'autorité contractante doit veiller à la cohérence des informations mentionnées dans les documents de passation des marchés et à une bonne préparation des marchés.</p>	<p>Il ne peut y avoir de « transmission par inadvertance » ; car, seule la version validée des DRP, en format numérique, est mise en partage avec l'Assistante du Directeur Général, qui l'annexe à la lettre d'invitation envoyée à chacun des candidats, par courrier électronique (voir copies des courriers électroniques disponibles dans le dossier et <u>en fichier</u>).</p> <p>Par ailleurs, le fait qu'il y ait dans un dossier une version antérieure à celle finale, n'est pas insolite et ne saurait être qualifié de « non-conformité » ; d'autant plus que, dans le manuel de classement de l'ARMP, dont l'auditeur préconise l'adoption, il est prévu, en plus d'une chemise « projet DAO », une autre : « version finale du DAO avec modifications / amendements ».</p>
<p>L'autorité contractante ne s'est pas assurée du respect, par le titulaire du marché, de la formalité de l'enregistrement du contrat (articles 464.9 du CGI et 149 du CMP) avant la mise en règlement des factures</p>	<p>Le contrat enregistré existe en un original classé au niveau de la DAF</p>

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX

9. Acquisition de matériels informatiques et logiciels pour les ARD – Relance

ABM TECHNOLOGIES : Contrat F 01/2013/ADM

Montant : 10 770 600 HT/HD

Financement : IDA – PRECOL

Commentaire l'auditeur	Commentaire de l'ADM
Les lettres d'information des candidats non retenus ne sont pas classées dans le dossier, alors que cette formalité est une exigence de l'article 78.2 du CMP et de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP	La lettre d'information sur les résultats de l'attribution est bel et bien dans le dossier qui vous a été transmis, elle date du 07 janvier 2013 et porte le numéro 0032 (voir pj).
L'autorité contractante ne s'est pas assurée du respect, par le titulaire du marché, de la formalité de l'enregistrement du contrat (articles 464.9 du CGI et 149 du CMP) avant la mise en règlement des factures	Le contrat enregistré, existe en 1 original, est classé au niveau de la DAF

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX**10. ENTRETIEN ET MAINTENANCE DU MATERIEL TELEPHONIQUE**

Commentaire l'auditeur	Commentaire de l'ADM
Aucune anomalie significative n'a été identifiée	RAS

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX**11. Acquisition d'agendas personnalisés de l'ADM**

SAPHIR COMMUNICATION : Contrat F 14/2013/ADM

Montant : 11 770 500 TTC

Financement : ADM

Commentaire l'auditeur	Commentaire de l'ADM
L'autorité contractante ne s'est pas assurée du respect, par le titulaire du marché, de la formalité de l'enregistrement du contrat (articles 464.9 du CGI et 149 du CMP) avant la mise en règlement des factures.	Contrat enregistré existe en 1 original est classé au niveau de la DAF
L'autorité contractante ne s'est pas conformée aux dispositions de l'article 78-3-b) du CMP qui lui fait obligation de transmettre à la DCMP les informations requise pour la publication d'un avis d'attribution dans le site des marchés publics	Les difficultés à prendre la main pour effectuer la publication sur le site des marchés publics sont aujourd'hui maîtrisées.

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX**12. Fourniture de consommables informatiques à l'ADM**

SATEL : Contrat F 08/2013/ADM

Montant : 1 003 000 TTC

Financement : ADM

Commentaire l'auditeur	Commentaire de l'ADM
Les copies des lettres d'information des candidats non retenus qui nous ont été transmises ne portent pas d'accusé de réception des candidats auxquels les lettres ont été adressées, pour attester de l'effectivité de leur réception	Les lettres d'information ont été envoyées en utilisant les mêmes adresses mail que pour le lancement de la consultation, malgré que ce niveau de dépense n'exige pas ces formalités.
Le contrat joint au dossier n'est pas enregistré au niveau de la DGID par le titulaire, en violation de l'article 464.9 du CGI et de l'article 149 du CMP	Le contrat enregistré existe en un original classé au niveau de la DAF

Réponse au cabinet BSC_audit ARMP 2013

Page 11 sur 13

Montants
et de l'auditeur
provisoire

ENTENTE DIRECTE

13. Réalisation des travaux de canaux de drainage et d'aménagement de bassins et de voiries de la phase d'urgence / réalisation du système de drainage des zones de Dalifort et Niety Mbar

EIFFAGE : Contrat T 01/2013/ADM

Montant : 3 721 195 331 TTC

Financement : IDA – PROGEP

Commentaire l'auditeur	Commentaire de l'ADM
Les ordres de services ne sont pas classés au dossier	Veuillez trouver ci-joint les OS

ENTENTE DIRECTE

14. Supervision des travaux de canaux de drainage et d'aménagement urbain des bassins et voiries de la phase d'urgence (Secteur 1 / Dalifort) et Secteur 2 (Bagdad, Wakhinane)

COMETE INTERNATIONAL : C-01/2013/ADM

Montant : 236 278 089 TTC

Financement : IDA – PROGEP

Commentaire l'auditeur	Commentaire de l'ADM
Non présence de l'ANO de l'IDA sur le Contrat	<p>Pendant cette période l'ADM avait des problèmes de réception de correspondance avec le système PROCYS.</p> <p>De ce fait l'ANO en date du 29 mars 2013 a été renvoyé par mail le 12 avril 2013 Monsieur Africa AOLOJOBA de la Banque Mondiale à partir de son adresse de service avec la mention : « le courrier de non objection ci-dessous a pour objet de régulariser dans le système PROCYS, la non objection donné par le Banque mondiale par courrier électronique du 29 mars 2013 ».</p> <p>Ce mail en date du 12 avril 2013 a été versé dans le dossier qui vous a été transmis lors de l'audit (voir PJ).</p>
L'avenant N°1 a été signé pour un montant de 228.829.809 F CFA TTC, soit 96,84% du marché de base. Ce qui est contraire aux dispositions de l'article 24 du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des	Les services sont financés par l'IDA qui n'a pas fixé un plafond pour les avenants comme en témoigne son ANO et celui de la DCMP.

marchés publics qui stipule : «... L'augmentation ou la réduction des fournitures, services ou travaux résultant d'un ou plusieurs avenants ne doit, en aucun cas, dépasser 30% du montant du marché initial, après application des éventuelles clauses d'actualisation et de révision.	L'article du code des marchés publics que vous avez évoqué est en contradiction avec les « directives de la BM » ; dans ce cas le paragraphe 1 de l'article 3 du code des marchés publics s'applique.
Non enregistrement du contrat	Contrat enregistré existe en 1 original est classé au niveau de la DAF
Un délai anormalement long a été noté entre la demande d'ANO adressée à la DCMP par l'AC (11 avril 2014) et l'ANO qui n'a été effectif que le 04 juillet 2014, soit un peu plus de deux mois et demi. Ces lenteurs dans la procédure de passation du marché constituent une entrave aux principes d'économie et d'efficacité qui régissent la commande publique	Concerne la DCMP.

ENTENTE DIRECTE

15. Sélection d'un consultant chargé de l'étude (APS, APD, DAO) de la phase 2 du PROGEF

CABINET MERLIN : C 10/2013/ADM

Montant : **703 583 121 TTC**

Financement : IDA – PROGEF

Commentaire l'auditeur	Commentaire de l'ADM
L'article 76 du Code des marchés Publics qui stipule qu'un marché par entente directe ne peut être passé qu'avec des entrepreneurs, fournisseurs ou prestataires de services qui acceptent de se soumettre à un contrôle des prix spécifiques durant l'exécution des prestations. Cependant, aucun document classé dans le dossier n'atteste de la réalité du contrôle des prix spécifiques avec le Cabinet Merlin	Ce point devra être revu car semble en contradiction avec les directives de la BM.